

# L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses

N°200 du Jeudi 11 Mai 2023

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail: lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Can (Coupe d'Afrique des Nations)  
de football U17 Algérie 2023

La chance a souri aux  
Diables-Rouges, qualifiés  
pour les quarts de finale

 (P. 12)

## Journée mondiale de la liberté de presse

### Les doléances des journalistes soumises au Premier ministre Collinet Makosso



Le Premier ministre Collinet Makosso (à droite) et le ministre Mougalla.  (P. 3)

### Ministère de l'énergie et de l'hydraulique

### Emile Ouosso passe à la vitesse supérieure dans la mise en œuvre des réformes

 (P. 2)

### Commentaire

### La route Ngamabri-Mindouli, dans le Pool, abandonnée?

 (P. 7)

05.628.4245 / 05.543.12.06 /  
06.928.4245  
@ contact@hotelsaphirbrazza.com  
reservation@hotelsaphirbrazza.com

## Hotel Saphir

### 7 JOURS DE CHAINES EN PLUS TOUT DE SUITE !


REABONNEZ-VOUS AVANT LA COUPURE DE VOS CHAINES ET  
PROFITEZ INSTANTANEMENT D'UNE SEMAINE DE CHAINES EN PLUS.

92 92  
CANAL+ CONGO

## CANAL+

60 ans de coopération  
entre l'Union européenne  
et la République du Congo

### Attirer les investisseurs européens au Congo, dans le cadre de «Global gateway»

 (P. 6)

Ministère de l'énergie et de l'hydraulique

# Emile Ouosso passe à la vitesse supérieure dans la mise en œuvre des réformes

Arrivé à la tête du Ministère de l'énergie et de l'hydraulique en septembre 2022, à la faveur de la formation du gouvernement Makosso 2, Emile Ouosso a, entre autres, entrepris, pendant ses six premiers mois à la tête de ce département ministériel, d'utiliser la méthode pédagogique, pour amener les dirigeants, l'ensemble du personnel et les partenaires sociaux, à intérioriser les réformes du secteur de l'électricité et celui de l'eau. Devant le laxisme avéré des dirigeants de ces deux structures à traduire dans les faits cette volonté futuriste et ambitieuse du Président de la République, il a décidé de passer à la vitesse supérieure, en instaurant un management de pilotage, suivi, évaluation et impulsion de l'exécution de ces réformes. Le modus operandi étant la tenue mensuelle des réunions d'évaluation.

C'est dans le cadre du suivi des réformes des secteurs de l'énergie et de l'hydraulique que le ministre Emile Ouosso a présidé, mercredi 3 mai 2023, à l'Hôtel Radisson Blu de Brazzaville, des réunions, d'abord avec le Conseil d'administration, les dirigeants et les partenaires sociaux de la société E<sup>2</sup>c (Energie électrique du Congo), puis avec ceux de la L.c.d.e (La congolaise des eaux).

Pour ces réunions inaugurales avec les deux sociétés sous tutelle, Emile Ouosso a suivi, tour-à-tour, la présentation des performances et rentabilité de chaque entreprise, ainsi que l'état du climat social et des relations professionnelles au sein de chacune de ces structures,



Le ministre Emile Ouosso (quatrième à partir de la gauche) avec les cadres de son cabinet et des sociétés sous tutelle (Ph d'archives).

avant de fustiger certaines pratiques qui entravent leur fonctionnement harmonieux. Du direct sans froid aux yeux, afin de restaurer la qualité du service public.

En effet, dans son intervention de synthèse, le ministre de l'énergie et de l'hydraulique a rappelé les grandes lignes des réformes des deux secteurs-clés de l'éco-

nomie nationale, à savoir l'eau et l'électricité. Il a souligné l'impérieuse nécessité d'œuvrer pour le succès du projet de société du Président de la République, et notamment la nécessité de travailler en synergie, pour la mise en œuvre des réformes de ces deux structures.

Ensuite, il est revenu sur les démarches qu'il a entreprises au lendemain de sa

remous au niveau des partenaires sociaux nationaux et internes des entreprises. Le ministre a initié plusieurs rencontres dont la réunion au Ministère des affaires étrangères, pour expliquer aux partenaires sociaux, aux cadres et agents, l'intérêt des réformes voulues par le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, et les négociations auprès de la Banque mondiale qui ont permis à cette institution financière internationale de réaliser des ateliers en faveur des cadres et agents de E<sup>2</sup>c, pour expliquer le bienfondé de ces réformes, en se référant au succès du modèle ivoirien. Une délégation de cette société s'est même rendue en Côte-d'Ivoire, pour s'inspirer de ce modèle et elle fait la restitution aux cadres et agents restés au Congo.

Face aux cadres des deux sociétés sous tutelle, le ministre Ouosso a tordu le cou aux faussetés qu'on

véhicule. La société E<sup>2</sup>c ne finance pas ses activités sur fonds propres. Elle reçoit de la C.e.c (Centrale électrique du Congo), l'énergie qu'elle ne paie pas. Elle vend cette électricité à ses abonnés et ne reverse rien à l'Etat qui a investi lourdement dans les ouvrages de production électrique. En conséquence, il faudrait que les cadres comprennent que cette rencontre est une réunion de rappel et qu'elle se tiendra mensuellement pour plus d'efficacité, afin de permettre le bon pilotage, le suivi, l'évaluation et l'impulsion de l'exécution des réformes. Il a instruit le directeur général de E<sup>2</sup>c de ne plus déléguer ses pouvoirs, pour être le seul responsable devant le Conseil d'administration et le ministre. Il doit piloter toutes les fonctions de l'entreprise et ne plus privilégier les fonctions techniques auxquelles il consacre presque tout son temps. En définitive, le ministre Ouosso tient au respect strict de ses orientations qui ne doivent souffrir d'aucune entorse, pour traduire dans les faits le projet de société du Chef de l'Etat, en offrant l'eau et l'électricité suffisantes et de qualité aux populations. Le rythme est ainsi donné.

Jean-Clotaire DIATOU

**Pour m'informer,  
je fais confiance à L'Horizon  
Africain. Je m'abonne!  
Tél. 05 543.82.76 / 06 662.37.39**

**NEW LOOK**

**CERTIFIER ISO 22000**

**VOTRE SANTÉ, NOTRE PRIORITÉ !**

20-01 / 04 498 12 84 contact@globaline.net www.globaline.net

**NEW LOOK**

**CERTIFIER ISO 22000**

**VOTRE SANTÉ, NOTRE PRIORITÉ !**

20-01 / 04 498 12 84 contact@globaline.net www.globaline.net

Journée mondiale de la liberté de presse

# Les doléances des journalistes soumises au Premier ministre Collinet Makosso

Le 3 mai de chaque année, l'humanité célèbre la journée de la liberté de la presse. Pour cette année, le thème retenu, c'est: «La liberté de la presse comme moteur de tous les autres droits de l'homme». A Brazzaville, capitale de la République du Congo, la célébration de cette journée a eu lieu dans la soirée, à l'Hôtel Elbo suites, sous le patronage du Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, en présence du ministre de la communication et des médias, Thierry Mougalla, du vice-président du C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication), Jean-Pierre Goma, du coordonnateur-résident du système des Nations unies, Chris Mburu, de la représentante de l'Unesco, Mme Fatoumata Maréga, des hauts-conseillers, des responsables des associations des professionnels des médias et des journalistes.

C'était une cérémonie de rescousse, peut-on dire. La grande célébration prévue par le C.s.l.c au Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza et à laquelle beaucoup de personnalités, dont des membres du gouvernement, des responsables des institutions nationales et des diplomates, étaient invitées ayant connu un report puis une annulation, pour des raisons que l'institution n'a pas fait connaître. Les professionnels de l'information et de la communication avaient donc bondi sur l'opportunité de se retrouver à Elbo suites, grâce au soutien du Premier ministre. Ils étaient heureux de pouvoir célébrer leur journée du 3 mai à la date échue, comme le recommande l'Unesco. Malheureusement, beaucoup de journalistes et autres acteurs de la communication étaient absents, l'information n'ayant pas circulé convenablement. Au total, cinq discours ont été prononcés, même si le format dans lequel se tenait cette célébration ne répondait plus à la démarche initiale.

Le président du conseil d'administration de l'U.p.p.c (Union professionnelle de la presse congolaise), Jean-Charles Maniongui, a ouvert la série des allocutions. Il a profité de la présence du Premier ministre pour faire un plaidoyer sur la maison de la presse, sur la Rav (Redevance audiovisuelle), et l'amélioration des conditions de travail des journalistes. Il a insisté sur la liberté de la presse, dénonçant les pressions que subissent les journalistes, même dans les médias d'Etat.

Le directeur exécutif de l'association J.e.c (Journalisme et éthique Congo), Arsène Severin Ngouélat, lui a emboîté le pas. «La République du Congo a, depuis les années 2000, affiché sa volonté politique de disposer d'une presse libre. Cela est consacré dans les textes comme la Constitution du 25 octobre 2015, dont l'article 25 reconnaît la liberté d'expression. La loi 08-2021, nécessairement à déposséder, précise les conditions dans lesquelles doit s'exercer cette liberté. Les pouvoirs publics peuvent donc satisfaire de cet arsenal juridique dont ils ont doté la presse congo-



Une vue de la célébration.

laise. Mais, dans la pratique, la réalité est bien complexe. D'abord, les mêmes institutions ou leurs membres reviennent sous forme de loup pour confisquer la liberté donnée à la presse». «Les pressions, les intimidations et les menaces sont le lot quotidien des journalistes qui font leur travail, ceux-ci refusent d'être des griots. Les médias qui défendent l'équilibre et l'équité sont combattus. Les journalistes et professionnels qui défendent l'exercice responsable et pluriel du métier sont présentés comme des parias», a-t-il ajouté.

Puis, il a évoqué l'aide publique à la presse. «Les pouvoirs publics doivent donc annuellement allouer une aide à la presse. Il s'agit d'une inscription budgétaire distincte qui permettra de donner de l'argent aux médias pour leurs besoins. Notre organisation, le J.e.c, recommande au Premier ministre chef du gouvernement de s'y impliquer personnellement, pour que dès 2024, l'aide à la presse soit enfin budgétisée, à l'instar de plusieurs pays africains qui ne sont pas forcément plus riches que le Congo», a-t-il précisé. «Monsieur le Premier ministre, ce financement n'a rien à avoir avec la Rav (Redevance audiovisuelle), un pactole de centaines de millions de francs Cfa constitué chaque année par des familles congolaises, au travers des factures d'électricité, mais qui n'a jamais été transmis aux médias concernés. Une situation qui n'émue que seuls les médias. Le gouvernement et le C.s.l.c n'arrivent toujours pas à débloquent la situation. Le J.e.c prie Mon-

sieur le Premier ministre chef du gouvernement, à permettre que la commission sur la Rav reprenne ses travaux au sein de son cabinet, et que cette fois-ci la clé de répartition de cette Rav soit revue, avec la prise en compte des médias privés. Le souhait des Congolais, en donnant 1.000 francs Cfa sur chaque facture d'électricité, c'est de consommer de meilleurs programmes de télévision et de radio, publiques ou privées», a-t-il insisté.

Pour sa part, la représentante de l'Unesco, Fatoumata Maréga, a traduit la disponibilité de son organisation d'accompagner la presse congolaise, afin d'améliorer sa qualité et son contenu. Le vice-président du C.s.l.c, Jean-Pierre Ngoma, a fait quelques rappels sur l'évolution de la journée de la liberté de la presse, depuis la déclaration de Windhoek en Namibie jusqu'à nos jours.

Dans le message gouvernemental, adressé aux Congolais, la veille, 2 mai, le ministre Mougalla a promis d'organiser un forum national de la presse. Ce qui est noble, mais jusqu'aujourd'hui, la corporation attend l'application des 36 recommandations des assises de la presse tenues en octobre 2018. Malheureusement à la soirée, le ministre de la communication n'est plus revenu sur cette proposition, il a évoqué l'importance de la liberté de la presse et les difficultés des journalistes à accomplir leur travail. Il a précisé que ce sont les médias, en tant qu'entreprises, qui doivent d'abord régler les conditions de travail des journalistes.

Enfin, l'intervention tant attendue était celle du Premier ministre Collinet Makosso. Celui-ci s'est exprimé avec son cœur. Il a pris acte des doléances présentées. Il a reconnu les conditions difficiles dans lesquelles travaillent les journalistes, sans oublier les pressions qu'ils subissent. Mais, il leur a de-



Jean-Pierre Goma.

mandé de recourir aussi au C.s.l.c ou à la justice, lorsque les faits dont ils sont victimes sont graves. Il a rassuré que la volonté des autorités nationales n'est pas de tout d'empêcher les journalistes de faire leur travail, de restreindre leur liberté.

Le Premier ministre s'est montré aussi rigoureux à l'égard des journalistes en les appelant au respect de leur déontologie, car la tendance est forte d'accuser les autres, sur la base d'un seul son de cloche. Il a relevé le caractère intolérable de la presse qui s'abat comme une meute de loups sur un dirigeant politique, au moindre propos déplacé. Pour lui, la presse est un pouvoir qui peut permettre de réguler l'harmonie de la société. Nous reviendrons sur son importante intervention, dans notre prochaine édition.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

## Editorial

### Le Soudan, tel un volcan!

Quand on dit qu'on est assis sur un volcan, le Soudan en offre un exemple concret. Quand un pays foule aux pieds les valeurs républicaines et démocratiques, les principes moraux admis pour gouverner à l'équilibre des relations humaines dans une société, quand la force et la violence constituent la source de légitimité du pouvoir, il en vient à exploser un jour, comme le Soudan. Lorsqu'on dit qu'on est assis sur un volcan, c'est cela. Alors que tout semble bien aller, et puis un jour, c'est l'explosion, tel un volcan qui se met à cracher ses chaudes laves.

Au Soudan, en dépit de l'aspiration de la population à la démocratie et à la liberté, les militaires se sont accrochés au pouvoir, après la destitution, en avril 2019, du Président Omar El-Béchir. A la tête du Conseil de souveraineté de transition, le général Abdel Fattah al-Burhan (63 ans), ne consent pas à restituer le pouvoir au civil. Au contraire, à travers un coup de force, en novembre 2021, il s'est débarrassé des civils, pour concentrer le pouvoir entre les mains des militaires au sein du Conseil de souveraineté de transition. Il a comme numéro deux, le général Mohamed Hamdan Dogolo, alias Hemeti, qui est commandant en chef des F.s.r (Forces de soutien rapide) qui réunissent en réalité les anciennes milices janjawid ayant sévi dans les provinces du Darfour. Mais, les deux généraux veulent chacun s'imposer.

Dans un pays où le pouvoir est au bout du canon, on est assis sur un volcan. Le samedi 15 avril dernier, les armes ont brusquement commencé à tonner à Karthoum, la capitale. Les paramilitaires des F.s.r se sont mis à attaquer les bases de l'armée soudanaise et le mouvement armé s'est étendu dans tout le pays. L'armée soudanaise répliquant par le bombardement aérien des positions des F.s.r, sans soucis à épargner les cibles civiles.

Voilà comment deux généraux ont plongé le pays dans une violence sanglante, rien que pour se disputer le pouvoir. La rapide escalade des violences armées a pris au piège les populations. Depuis, le début, les combats sont d'une violence inouïe. Jusqu'à cette semaine, on parle de plus sept cents morts et des milliers de blessés, alors que dans la capitale, la plupart des hôpitaux ne fonctionnent plus. Certains pays ont pu exfiltrer leurs ressortissants coincés dans la capitale soudanaise, deux semaines après le début des affrontements armés, alors que les populations sont poussées à l'exode dans les pays voisins.

Si quelques appels au cessez-le-feu sont plus ou moins observés, le Soudan n'est plus qu'un point d'inquiétude et d'incertitude sur le continent. Les initiatives de négociations se multiplient, pour l'instant, le succès est loin d'être au rendez-vous. Voilà comment un pays bascule dans la violence destructrice, quand il tourne le dos aux valeurs fondamentales d'exercice du pouvoir.

L'HORIZON AFRICAIN

## lettre de Yakamambu

### Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Toujours dans leur déambulation, nos amis communs, Itoua, Mboungou, Tati et Yakamambu, ont constaté que le premier man du Square De Gaulle, à Bacongo, s'appelait «La place du Rotary Club», depuis quelques années. Ce qui constitue pour eux, un crime, un affront au deuxième arrondissement, Bacongo. C'est pourquoi ils nous rappellent qu'au lendemain de l'indépendance de notre pays, le Congo, il y a 62 ans, cette place que tout le monde appelait familièrement «La Place de l'Indépendance», n'a jamais été conçue par le Rotary Club. Le fait de l'avoir entretenue ne lui octroie pas le droit de la nommer «La Place du Rotary Club».

En effet, Itoua, Mboungou, Tati et Yakamambu voudraient nous rappeler que ce square fut inauguré le 16 août 1960, par le Président Fulbert Youlou, maire de Brazzaville, en présence du Président de la République du Congo-Léopoldville, Joseph Kasa-Vubu, du ministre d'Etat français, André Malraux, envoyé spécial du général De Gaulle.

A cette occasion, le Président Fulbert Youlou déclara: «... Messieurs, le général De Gaulle avait déjà donné son nom à une avenue de Brazzaville. Nous avons voulu faire plus encore en lui consacrant ce square auquel la diligente municipalité de Brazzaville a apporté tous ses soins pour en faire au carrefour des quartiers africains et européens de notre ville en face de notre centre d'études supérieures et du lycée, un lieu de repos, de calme et de méditation».

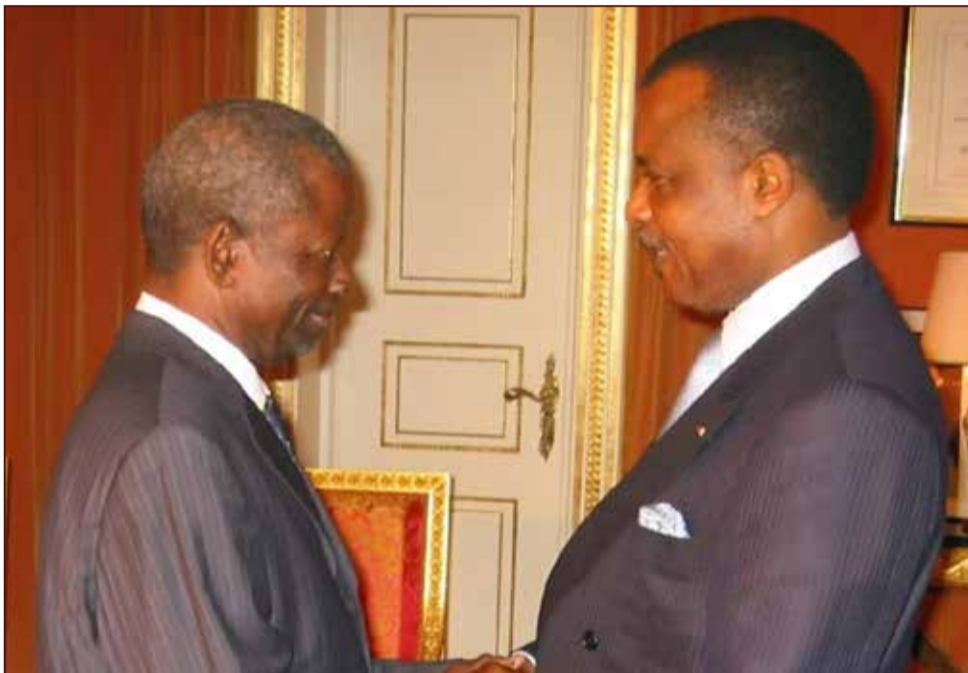
D'autre part, Bacongo commence à perdre quelques-uns de ses «land marks», suite au non entretien de quelques immeubles, monuments ou sites qu'il abrite. C'est le cas par exemple, du monument Victor Schoelcher, en face de l'ancien immeuble de l'U.a.m.p.t. Ce dernier, qui fut un joyau avec ses murs granités jaunes et dorés, est devenu l'antre des ballados, des enfants de la rue, des fumeurs de chanvre, des drogués, des voleurs et autres brigands. Et ce, au vu et au su de tout le

(Suite en page 4)

Livre

# «Bernard Bakana-Kolélas ou le rendez-vous d'un homme avec son Destin»

«Bernard Bakana-Kolélas ou le rendez-vous d'un homme avec son Destin» est le titre révélateur du livre de 148 pages que j'ai publié le 10 octobre 2022, aux Éditions «Les Trois Colonnes», en France. C'est une œuvre biographique qui relate une vie riche en événements marquant l'itinéraire insolite de Bernard Bakana-Kolélas, président fondateur du M.c.d.d.i (Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral), ancien maire de Brazzaville et ancien Premier ministre.



Bernard Bakana Kolélas.

En effet, Bernard Bakana Kolélas aura accompli, sur la terre des hommes, une vie politique pleine pour ainsi dire. Ce livre est donc un vibrant hommage que je rends à mes chers parents disparus, principalement à celui qui est mon père. C'est une promesse que je lui avais faite d'écrire sur sa vie, pour permettre au monde de connaître davantage «l'homme politique exceptionnel» qu'il fut. Aujourd'hui, c'est chose faite. A sa venue au monde pour saluer l'heureux événement, selon les rites de la tradition kongo, ses parents avaient planté le N'sanda, comme étant son arbre symbolique. Durant toute son enfance, sa mère, Loumpangou Loua Bizenga, lui répétait que le N'sanda symbolisait la force, la résistance, et ne dépérit jamais. C'est l'écorce de cet arbre que les adeptes de Kimpa Vita (Ndona Béatrice), dans le Royaume Kongo, attachaient autour de la tête, pendant leur révolte contre la domination portugaise. A l'âge de 4 ans, sa maman cotisa pour lui, afin qu'il devienne membre de l'Amicale (Association amicale des originaires de l'Afrique équatoriale française), mouvement politico-religieux fondé en 1926, à Paris, en France, par André Grenard Matsoua. Enfant, Bernard Bakana Kolélas fut attiré par des signes autour de sa per-



Jean-Vital Fructueux Koléla-Kouka.

sonne et qui seront révélateurs de sa vie future. A l'âge de 14 ans, il fait sa première prison politique à cause de son activisme au sein de la section matsouaniste de Poto-Poto, dénommée «Mia Houila», dirigée par un grand spirituel en la personne de Koussakana Koua Mbemba. Bernard Bakana-Kolélas y militait activement pour revendiquer l'indépendance du Congo. Pour l'avènement de la politique matsouaniste, basée sur la justice, la liberté, la tranquillité, le respect et la dignité de la personne humaine, la jouissance des droits de l'homme, la fraternité et l'égalité entre les races. Ces activités vont tremper son caractère et entretenir en lui l'espoir d'un avenir radieux débarrassé de l'injustice et de la discrimination. Le sérail matsouaniste était une école d'éveil de conscience nationaliste qui

trepait les adeptes des caractères d'endurance, de détermination, d'honnêteté, d'humilité, de courage et d'amour du pays. Effectivement, un de ses aînés qui l'a connu à cette époque, Monsieur Donat Mokono qui fut inspecteur des postes, parlait de lui d'un garçon déterminé et mature pour son âge. «Il était rare de trouver des jeunes de son âge avec une telle personnalité et prise de conscience, c'étaient des jeunes qui, souvent, étaient formatés dans le sérail matsouaniste», disait-il. Agent des services de santé, ensuite diplomate, il sera, avec Charles David Ganao et Mathieu Wattoula, les premiers diplomates formés pour le Congo. A leur retour de formation, lui sera nommé secrétaire général du Ministère des affaires étrangères. Il mettra en place l'administration centrale de ce département ministériel



La couverture du livre de Jean Vital Fructueux Koléla Kouka.

ainsi que les premières représentations diplomatiques du jeune État. Lorsqu'éclate la révolution d'août 1963, les syndicalistes lui proposent le poste de ministre des affaires étrangères du fait qu'il était le diplomate le plus gradé au poste le plus élevé. Il décline l'offre au profit de Charles David Ganao. En fait, Bernard Bakana Kolélas est effrayé par l'athéisme militant des dirigeants syndicalistes qui détiennent les rênes du nouveau régime. C'est la peur qu'un mouvement qui exclut Dieu et donc les valeurs morales et spirituelles dont Dieu est le seul et unique fondement réel, ne se retourne contre l'homme et le peuple congolais, attachés à ces valeurs fondamentales sur lesquelles repose la société africaine.

L'homme politique était incompris par les choix politiques faits à un moment où à un autre de sa vie. Cependant, seule la démocratie véritable, la paix et l'unité nationale ont constitué le triptyque qui aura guidé ses actions politiques, c'était sa boussole. Bernard Bakana Kolélas n'a rien improvisé. Son combat politique était motivé par la soif de servir son peuple. Il avait bel et bien un idéal politique à atteindre. L'homme avait un véritable projet de société qui visait le développement optimal de l'homme, de ses potentialités physiques, sociales, morales et spirituelles. Ainsi, il projetait la transformation de la société congolaise, afin de conduire le peuple congolais vers son plein épanouissement.

Jean Vital Fructueux KOLELA-KOUKA

NB: Le livre est en vente dans les magasins et sites Internet de la FNAC, d'Eyrrolles, de Cultura, de Furet du Nord, d'Amazon. Prix: 15,5 €.

## PROPOS D'ÉTAPE

### Intelligence artificielle

Prométhée, on le sait, est l'inventeur de la civilisation. C'est lui qui, en donnant le feu aux éphémères, a ouvert l'homme aux sciences et aux techniques. Seulement voilà, les éphémères sont ce qu'ils sont, toujours à la recherche de l'impossible, pour atteindre l'inaccessible étoile, comme l'a chanté Jacques Brel. Et, dans cette quête de l'inaccessibilité, les éphémères ont inventé ChatGPT, une avancée technologique immense, mais non sans revers.

Alors, Prométhée a demandé à ChatGPT ce qu'il pense des dérives scientifiques. Voici la dissertation de l'intelligence artificielle: «Malheureusement, il y a eu des exemples de dérives scientifiques dans l'histoire, où des scientifiques ont mené des recherches non éthiques ou ont utilisé leurs résultats à des fins malveillantes. Voici quelques exemples de dérives scientifiques:

- 1- Expériences médicales non éthiques: des exemples d'expériences médicales non éthiques incluent les expériences menées sur des prisonniers, des enfants ou des personnes vulnérables sans leur consentement éclairé. Les expériences médicales menées par les nazis pendant la Seconde guerre mondiale en sont un exemple tragique;
- 2- Recherche militaire: dans le passé, les scientifiques ont souvent été impliqués dans des programmes de recherche militaire qui ont été utilisés pour développer des armes de destruction massive;
- 3- Fraude scientifique: il y a eu des cas où des scientifiques ont falsifié des données ou ont publié des résultats frauduleux pour des raisons personnelles ou financières;
- 4- Discrimination: dans le passé, les scientifiques ont pu utiliser des données scientifiques pour justifier la discrimination raciale, sexuelle ou religieuse.

Il est important que les scientifiques, les gouvernements et la société en général travaillent ensemble pour prévenir les dérives scientifiques et protéger les droits et la dignité des sujets de recherche et de la population en général. Cela peut inclure la mise en place de réglementations éthiques strictes pour encadrer la recherche, la transparence dans la recherche et l'engagement du public dans des discussions éthiques sur les implications des avancées scientifiques».

Très belle dissertation qui peut valoir une très bonne note à son auteur. Sauf que l'auteur est une création scientifique désincarnée, un algorithme qui pense à notre place. Déjà, des élèves et étudiants s'en servent pour certaines matières et on se demande ce que va devenir l'éducation, si des algorithmes peuvent résoudre tous nos problèmes. Cet algorithme n'est pas lui-même une dérive scientifique? Il répond lui-même: «En somme, la science et l'éthique sont interconnectées et il est important que les chercheurs, les décideurs et la société dans son ensemble travaillent ensemble pour promouvoir des pratiques scientifiques et éthiques responsables». Jusqu'où irons-nous avec la science?

Prométhée

(Suite de la page 2)

monde. Cet immeuble, ne peut-il pas être restauré et réhabilité, pour en faire un établissement scolaire ou un bâtiment administratif pouvant abriter un ministère? Notre génération, ne doit-elle pas entretenir et fructifier l'héritage qui nous a été légués par nos aînés? Attention, un peuple qui n'entretient pas et ne fructifie pas son héritage, est un peuple qui maudit. Comprenez qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

## L'HORIZON AFRICAÏN

Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76

E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /

Site Internet: www.lhorizonafricain.com

Sous l'immatriculation

108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim :

Hervé EKIRONO

Rédacteur en Chef :

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Secrétaire de rédaction : Clotaire DIABOUA

Siège de la Rédaction : Hôtel Saphir (Brazzaville)

Chef Bureau Pointe-Noire :

Marcel BITADI. Tél: 05.557.78.71

Mise en pages : Tornade

P.e.a.c (Pool énergétique de l'Afrique centrale)

# Sortir l'Afrique centrale de sa situation de déficit énergétique chronique

Le P.e.a.c (Pool énergétique de l'Afrique centrale) a tenu la 24<sup>ème</sup> session ordinaire de ses organes statutaires (Comité des experts et Comité de direction), du 4 au 7 avril 2023, à Brazzaville. La session annuelle du Comité des experts s'est tenue du 4 au 5 avril. Elle a été présidée par Frédéric Maniézi, directeur de cabinet du ministre de l'énergie et de l'hydraulique, en présence d'Atadet Azarak Mogro, secrétaire permanent du P.e.a.c, Emile Ngomalé, représentant de la société d'électricité de la République Centrafricaine et président sortant du Comité des experts, et Aloyse Ndayikindide, de la régie de production, de distribution d'eau et d'électricité du Burundi, nouveau président du Comité des experts.

Quant à la réunion annuelle du Comité de direction, elle a eu lieu du 6 au 7 avril. Ouverte par Emile Ouosso, ministre de l'énergie et de l'hydraulique, elle s'est déroulée en présence de Fabrice Lusinde Wa Lusangi Kabemba, directeur général de la Snel (Société nationale d'électricité) de la RD Congo, président du Comité de direction du P.e.a.c, Jean-Bruno Adou Danga, directeur général de la société E2c (Energie électrique du Congo) et Atadet Azarak Mogro, secrétaire permanent du P.e.a.c.

Ces deux réunions ont permis aux participants d'analyser et d'adopter des mesures et des décisions visant à apporter une contribution significative à la dynamique continentale de l'électrification de la sous-région. Elles ont été, également, une opportunité pour les experts et les membres du Comité de direction d'échanger sur leurs expériences et sur les nouveaux défis du secteur



Les participants entourant Emile Ouosso à la fin des travaux du comité des experts et de direction.

d'électricité. Le Comité des experts a procédé à l'appréciation des dossiers techniques et financiers soumis par le Secrétariat permanent du P.e.a.c, afin d'émettre des avis et suggérer des recommandations à l'endroit du Comité de direction aux fins de décider. Les rapports d'exécution du plan d'action et du budget 2022 ont été passés en revue, pour être évalués et permettre l'adoption du plan d'action et du budget 2023. Le Comité de direction a, quant à lui, pris des décisions stratégiques, tactiques et opérationnelles pour per-

mettre au Secrétariat permanent du P.e.a.c d'accomplir sa mission de façon efficiente, afin d'accroître les investissements et les échanges d'électricité dans l'espace C.e.e.a.c (Communauté économique des Etats d'Afrique centrale). Les projets intégrateurs prioritaires et les projets du programme d'électrification transfrontalière ont été retenus, en vue de fournir aux industries et aux populations, de l'électricité fiable à des prix abordables, en appui au développement socio-économique des pays de la sous-région. Les images de la terre prises

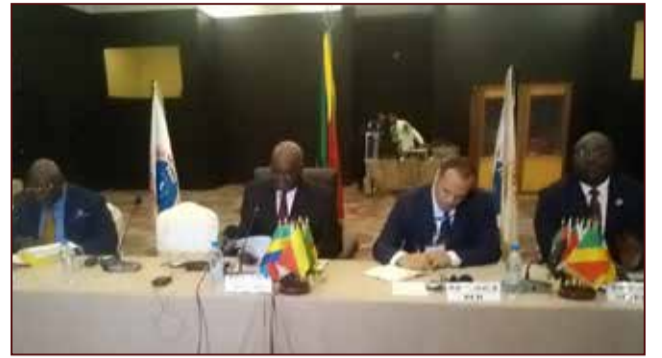
la nuit, par satellites, montrent que l'Afrique, qui représente 15% de la population mondiale, est le continent le moins électrifié du monde. Ce continent se trouve, par voie de conséquence, confrontée à un défi énergétique majeur. L'énergie électrique est indispensable pour l'industrialisation, la lutte contre la pauvreté, l'aménagement rural, le développement global et durable, ainsi que la coopération et l'intégration régionale. Au cœur du continent africain, l'Afrique centrale, disposant d'environ 58% du potentiel hydroélectrique africain et d'énormes ressources énergétiques, techniquement et économiquement réalisables, présente malheureusement une situation de déficit énergétique chronique.

A l'ouverture du Comité des experts, le secrétaire permanent du P.e.a.c a signalé que «l'année 2023 marque le 20<sup>ème</sup> anniversaire de la création du Pool énergétique de l'Afrique centrale. Le P.e.a.c, créé par la volonté des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la C.e.e.a.c., œuvre inlassablement à la création des conditions les mieux appropriées à la construction d'un marché régional de l'électricité et des services connexes».

Martin BALOUATA-MALEKA

P.e.a.c (Pool énergétique de l'Afrique centrale)

## La boucle de l'amitié énergétique s'élargit à d'autres pays



Les responsables à l'ouverture de la session annuelle du comité de direction.

La 24<sup>ème</sup> session ordinaire des organes statutaires (Comité des experts et Comité de direction), du P.e.a.c (Pool énergétique de l'Afrique centrale) tenu du 4 au 7 avril 2023, à Brazzaville a été l'occasion d'affirmer le rôle de cette organisation dans l'interconnexion électrique des pays de la sous-région et dans la volonté des Etats de garantir aux populations un accès à coût abordable à l'électricité.

Dans son allocution d'ouverture, Frédéric Maniézi, a fait état d'une action en faveur du développement des infrastructures et de l'intégration régionale. «Parmi les actions phares figurent l'accord de coopération dénommée «Boucle de l'amitié énergétique», signé le 6 décembre 2021, à Brazzaville, entre la République du Congo et la République Démocratique du Congo. Cet accord débouche sur des avancées tangibles avec l'adhésion, le 28 février 2023, de la République de l'Angola. La volonté d'améliorer la coopération régionale en matière d'interconnexion électrique est aujourd'hui acquise, se développe et n'a donc pas besoin d'une autre validation supplémentaire pour être poursuivie», a-t-il déclaré.

Jean-Bruno Adou Danga, directeur général de la société nationale E2c, a dégagé la vision de sa société, en ces termes: «La vision d'E2c est d'être une force motrice du secteur électrique, un catalyseur de croissance et un fournisseur d'une énergie fiable et de service de qualité. S'agissant de ses objectifs visés, E2c œuvre pour être en parfaite adéquation avec les objectifs régionaux inhérents au secteur de l'électricité, elle ne ménagera aucun effort, pour jouer pleinement sa partition sur le plan régional».

Fabrice Lusinde Wa Lusangi Kabemba a souligné que «c'est de la réalisation physique des projets qui sont des puissants vecteurs de développement, à la fois, social et économique, que découlera l'amélioration des conditions de vie de nos peuples et notamment, des populations les plus défavorisées par la création d'activités génératrices des revenus et des conditions favorables à l'industrialisation de la sous-région». A l'ouverture du Comité de direction, Emile Ouosso, ministre de l'énergie et de l'hydraulique, a indiqué que «la politique d'intégration économique par l'électricité correspond assurément à la stratégie du développement du secteur de l'électricité, impulsée par le gouvernement. L'intégration économique constitue un facteur de paix, de sécurité et de développement des ensembles sous-régionaux».

Les impressions de quelques experts à la fin des travaux

Emile Ngomalé, président sortant du Comité des experts: «Le P.e.a.c est en train d'être performant et progresse. Pour cette année, il y aura beaucoup d'activités programmées allant dans le sens, surtout, de mettre en place les organes qui permettront à notre institution d'avoir le même niveau que les autres, comme en Afrique de l'Ouest et de l'Est». Paul Pondi, chef du département administratif et financier du P.e.a.c: «Le P.e.a.c a une vision transversale. Les résultats des experts ont été très fructueux et enrichissants. Cela nous a permis d'élaguer et d'éliminer certains projets qui ne sont pas d'envergure transfrontalière ou d'interconnexion, mais plutôt d'envergure nationale, c'est-à-dire à la charge des sociétés d'énergie. 43 projets ont été retenus pour l'année 2023».

Pour Fabrice Lusinde Wa Lusangi Kabemba, président du Comité de direction: «En ce qui nous concerne directement, nous restons dans la droite ligne de ce que nos chefs d'Etat ont décidé, notamment dans le cadre de la Boucle de l'amitié. Les deux Présidents du Congo et de la RDC ont chargé nos ministres et nous, les directeurs généraux des sociétés d'électricité des deux pays, de mettre en œuvre le programme de la Boucle de l'amitié qui devrait apporter de la résilience aux réseaux électriques de nos deux pays respectifs, mais surtout accrocher le réseau de l'Angola et à terme ceux de la Centrafrique, du Gabon et de bien d'autres pays. Le prochain rendez-vous sera l'inauguration du poste de transformateur de Kinsuka, à Kinshasa, d'ici au mois de juillet 2023. A partir de là, on construira la ligne qui ira de Inga à Soyo, à Mouanda, au Cabinda, à Pointe-Noire et ainsi de suite. Nous venons consolider ce que nos deux Chefs d'Etat ont mis en œuvre depuis plusieurs mois».

Martin BALOUATA-MALEKA

## Département du Pool

# Pour assoir la paix, il faut rétablir l'autorité de l'Etat partout

S'il faut se féliciter du calme qui règne, désormais, dans le Département du Pool, depuis la signature, le 23 décembre 2017, à Kinkala, d'un accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités entre le gouvernement et le pasteur Ntumi, et la mise en œuvre de cet accord à travers le ramassage des armes et la réinsertion sociale des populations, on ne saurait oublier le fait important que pour assoir définitivement la paix, il faut rétablir l'autorité de l'Etat sur l'étendue de ce département. Or, il s'avère que des zones continuent d'échapper à l'autorité de l'Etat, en demeurant sous la coupe des proches du pasteur Ntumi qui y dictent leur loi.

Un fait s'est produit, vers la fin du mois d'avril, au village Kimanika, à l'entrée de la forêt de Bangou, dans le District de Mindouli. Deux propriétaires terriens habitant à Mpassi-Mpassi, venus chercher leur rente à Kimanika, y avaient été séquestrés, par Kévin Bintsangou, frère du pasteur Ntumi, qui règne en maître dans cette zone, tenant la justice à l'égard des habitants, distribuant des sanctions qu'il fait exécuter dans la terreur. Il exigeait une rançon de 200 mille francs Cfa et un bœuf à chacun des malheureux propriétaires terriens pour les

libérer. Ces derniers avaient dû effectivement faire venir les deux bœufs et on ne sait pas s'ils avaient pu réunir la somme exigée à chacun d'eux. Toujours est-il qu'ils étaient remis en liberté, après quatre jours de séquestration. Puis, Kévin Bintsangou a voulu envoyer ses deux bœufs à Brazzaville pour être vendus. Ce sont des militaires qui ont finalement ravi les deux bœufs. En février dernier, les responsables du C.n.r (Conseil national des républicains), le parti de Frédéric Bintsangou, alias pasteur Ntumi, avaient tenu une conférence de presse, à l'immeuble de La Semaine



Pasteur Ntumi.

Africaine, à Brazzaville, pour exiger «la détermination du statut du pasteur Ntumi». Alors, comment le président du C.n.r peut-il accéder à un statut d'homme d'Etat, si ses proches continuent d'empêcher l'Etat d'exercer son autorité au profit de la paix sur toute l'étendue du territoire départemental?

C'est la question qu'il faut se poser. Le Programme de désarmement, démobilisation et réintégration a été relancé. Il n'y a pas de raison d'empêcher l'exercice de l'autorité de l'Etat dans une moindre portion du territoire départemental.

Urbain NZABANI

60 ans de coopération entre l'Union européenne et la République du Congo

# Attirer les investisseurs européens au Congo, dans le cadre de «Global gateway»

2023, l'Union européenne célèbre les 60 ans de coopération avec la République du Congo. A cette occasion, l'ambassadeur de l'U.e au Congo, Giacomo Durazzo, et les représentants des Etats membres de l'U.e, notamment François Barateau (France), Dr Wolfgang Klapper (Allemagne), Jean-Paul Charlier (Chargé d'affaires en pied de Belgique), et Luigi Diodati (Italie), ont tenu une conférence de presse, vendredi 5 mai 2023, dans la salle de réunion de la Délégation de l'Union européenne, à Brazzaville. Au cours de cet échange avec la presse nationale et internationale, Giacomo Durazzo a mis en exergue la nouvelle vision économique de l'Union européenne, appelée «Global gateway» qui vise à diminuer les risques d'investissements et mobiliser les hommes d'affaires européens à investir au Congo. Cette conférence de presse marque le lancement officiel des activités du mois de l'Europe qui aura lieu du 9 mai au 17 juin 2023.

cueil des demandeurs de visa vont être améliorées», a-t-il promis. Ensuite, les ambassadeurs de l'équipe Europe ont fait la revue de la coopération que leurs pays respectifs ont avec le Congo, dans les domaines du développement durable, de la gouvernance économique, de la santé, de l'éducation, de l'humanitaire, etc. Il faut indiquer que la ville de Dresde, en Allemagne va doter Brazzaville en véhicules de ramassage des ordures, dans le cadre du jumelage entre les deux villes. Concernant l'appui aux médias, il y a des projets en cours d'études, a fait savoir Giacomo Durazzo. Ces projets viendront s'ajouter à ce que l'ambassade de France fait déjà. Dans l'action permanente des Etats membres, il y a l'organisation des visites politiques de haut niveau qui sont organisées, afin de permettre à l'Etat bénéficiaire de comprendre les enjeux politiques de chaque Etat. Le climat des



Les ambassadeurs de l'Equipe Europe à Brazzaville.

La coopération entre l'Union européenne et la République du Congo remonte à 1963, a rappelé Giacomo Durazzo, dans son mot introductif. La célébration des 60 ans de coopération permettra à l'équipe Europe de faire connaître, en détails, les activités de l'Union européenne, au-delà du volet politique. Dans le cadre de cette coopération, beaucoup de projets ont été réalisés, entre autres la route Kinkala-Brazzaville, l'extension et la mise à niveau des infrastructures du Port autonome de Pointe-Noire, l'installation de nouvelles grues au Port autonome de Brazzaville, le programme de conservation des forêts, dans les domaines de la gouvernance, de la justice et de l'Etat de droit, sans oublier l'urbanisation, etc. Tous les programmes financés par l'Union européenne se font sous forme des dons. Le nouveau cadre de coopération qui est en discussion sera plus ambitieux, a-t-il indiqué. Appelée «Global gateway», la nouvelle stratégie européenne visant à développer des liens intelligents, propres et sûrs dans les domaines du numérique, de l'énergie et des transports et à renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de recherche dans le monde entier. Pendant la conférence de presse, les diplomates de l'équipe Europe à Brazzaville ont répondu sans langue de bois aux questions posées par les journalistes: l'arrêt des travaux de la route Kinkala-Mindouli-Gambari; la prolongation de la corniche; les financements des projets et le bilan des 60 ans de coopération l'Union européenne avec le Congo, etc. «Je savais que cette ques-



Les journalistes pendant la conférence de presse de l'Equipe Europe.

tion sur la route Kinkala-Mindouli devrait être posée. Le premier projet, c'était bien la route Kinkala-Brazzaville. Les travaux avaient été exécutés. La route est là. Ensuite, il y a eu des discussions entre le gouvernement et l'Union européenne. Les négociations ont été faites et un projet avait été signé, pour que la route Kinkala-Mindouli soit construite et les financements furent trouvés, avec une contrepartie congolaise. Les travaux furent lancés. Malheureusement, il y a des difficultés financières et l'Etat congolais n'a pas pu honorer à ses engagements. Ce qui nous a amenés à interrompre le projet. D'ailleurs, il y a même un contentieux entre l'entreprise et l'Etat congolais, puisqu'elle a poursuivi les travaux sans être payée. Nous avons donné notre contribution. Malheureusement, le Congo n'a pas donné la sienne. Le résultat, c'est que la route n'est pas terminée. C'est un échec, il faut l'avouer. Même de notre côté, on a mis de l'argent qui n'a pas été utilisé à bon escient. Je ne sais pas si du côté congolais il y a l'idée, un jour, d'achever ces travaux. Pour l'Union européenne, ce projet est interrompu», a indiqué Giacomo

Durazzo, sans mot de plus sur l'avenir de ce projet. «S'agissant de la corniche, dans le Quartier Matour, dans le premier arrondissement, ce qui devrait être fait avait été fait. Comme l'a rappelé mon collègue pour la route Kinkala-Mindouli-Gambari. Au-delà, c'est un autre projet et d'ailleurs, il a donné tout son sens d'achever cette ouverture. Là, il s'agit d'un autre projet, extrêmement compliqué, en termes d'ouvrages d'art. Donc extrêmement chers, parce qu'il faut imaginer des ponts et des viaducs. Tout ça coûte extrêmement cher. Il y a des échanges entre les autorités congolaises qui aimeraient que les travaux soient poursuivis. Mais, il faut être réaliste: qui peut faire des choses d'une telle ampleur? C'est un dossier lourd et de très grande ampleur», a fait savoir François Barateau. Le diplomate français a profité de cette occasion pour aborder la question des visas à l'Ambassade de France. D'après lui, «40% des dossiers de demandeurs de visas sont de faux dossiers. Ce qui fait noyer les bons dossiers». Ce problème est dû au «niveau douteux des demandeurs de visa. D'ici le mois de novembre, les conditions d'ac-

affaires doit être amélioré au Congo. Dans cette optique, «nous avons salué la circulaire du Premier ministre qui appelle les Congolais à lutter contre la corruption». «Nous appuyons le gouvernement à poursuivre les décisions prises, parce qu'il est difficile, pour une entreprise, de s'installer au Congo», a-t-il fait savoir. «La covid-19 et la guerre en Ukraine ont changé les données stratégiques en Europe. La covid-19 a démontré la faiblesse de la médecine et la guerre imposée par la Russie à l'Ukraine ne permettra plus à l'Europe d'importer le gaz russe. Les questions climatiques sont un défi pour l'humanité», a signalé Giacomo Durazzo. L'Union européenne doit repenser sa coopération, afin d'atteindre les objectifs qu'elle s'est assignés pour accompagner le développement intégral du Congo. Pour ce qui est du bilan des relations l'Union européenne et le Congo, «le verre est à moitié vide et à moitié plein», a-t-il reconnu.

Propos recueillis par  
Chrysostome  
FOUCK ZONZEKA

O.n.g «Rice for life» Afrique centrale

## Lancement de la charte mondiale de la vie participative

L'O.n.g «Rice for life» Afrique centrale a procédé au lancement officiel de la charte mondiale de vie participative, en vue de renforcer la solidarité économique et sociale entre les habitants de la planète terre, pour contribuer à la protection des écosystèmes forestiers. La cérémonie a eu lieu, samedi 22 avril 2023, à Brazzaville, sous la présidence de Séraphin Tsésé, représentant régional de l'O.n.g «Rice for life» en Afrique centrale, initiateur de la charte mondiale participative, en présence de nombreux écologistes. Le but visé est de porter à la connaissance du public la charte mondiale de vie participative, oxygène ressource vitale.



Seraphin Tsésé signant la charte mondiale.

L'O.n.g et ses missions ont été présentées par Prosper Bamanissa, membre de cette organisation apolitique. Celle-ci est une organisation de développement à vocation humanitaire et internationale. Elle accompagne les Etats et les collectivités locales décentralisées à mettre en œuvre les objectifs fixés par l'Onu et les autres institutions internationales partenaires pour l'intérêt des populations. Conformément à son statut d'institution à personnalité juridique internationale, Rice for life central Africa jouit des immunités. Pour les organisateurs, la charte mondiale de vie participative mise en place est une initiative novatrice et un levier important qui permet d'apporter sa contribution et soutenir le cri de l'arbre «Maintiens ma vie en état pour garantir la tienne». C'est une manière de réconcilier l'homme et l'arbre et améliorer les conditions de vie des communautés locales et des peuples autochtones. L'organisation et le fonctionnement de «Rice for life» Afrique centrale est basée sur la bonne gouvernance, la participation et l'ordre public. Pour atteindre les objectifs de la charte, l'O.n.g mettra en exécution une série de projets, afin de soutenir les questions de développement durable, engager de nombreuses actions tant nationales qu'internationales, générer les fonds nécessaires pour exécuter les différents projets et ne pas agir en solitaire dans la mise en œuvre des activités multidisciplinaires et de grande envergure. Le principe est de restaurer les droits humains et environnementaux pour le développement durable mondial. La préservation des forêts, c'est accomplir la nécessité de promouvoir le bien-être de l'homme pour des générations actuelles et futures, ont rassuré les spécialistes. Cette Ong évolue au Congo depuis plus d'une décennie en développant de nombreuses activités. Séraphin Tsésé, le représentant régional de RFL-CA a dégagé la portée de la rencontre. «Rice for life» Afrique centrale a pensé que le Bassin du Congo, avec une superficie de 4 millions de kilomètres-carrés, a des potentiels énormes au travers de ses forêts et de ses terres agricoles. Nous avons pensé de mettre sur place un outil de cohésion nationale et internationale, pour susciter un développement réel en faveur des populations locales, des populations autochtones et des populations défavorisées. Il s'agit de la charte mondiale de vie participative, oxygène ressource vitale». Tout individu sans distinction de race, de religion et d'obédience politique peut apporter sa contribution d'un euro, un dollar ou de 500 francs Cfa, soit un peu plus. Les écologistes présents ont signé la charte pour témoigner de leur engagement à la préservation des forêts.

Martin BALOUATA-MALEKA

Bac technique

# Epreuves pratiques d'E.p.s

Le ministre de l'enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, a procédé, mardi 9 mai 2023, à Brazzaville, au lancement des épreuves pratiques d'E.p.s (Education physique et sportive) du baccalauréat technique session du 13 juin 2023. En tout, 17.712 candidats repartis en 502 centres prennent part à ces épreuves du 9 au 12 mai, sur l'ensemble du territoire national. Pour cette session, les deux principales villes du pays, Brazzaville et Pointe-Noire, disposent respectivement de 14.223 et 6.000 candidats.

Football, course de vitesse, triple saut et gymnastique sont les disciplines sur lesquels les élèves candidats au bac technique session de juin 2023 sont en train de plancher. Réagissant aux questions de la presse, juste après le lancement des épreuves, le ministre Magesa Ebomé a indiqué qu'il n'est peut-être «pas possible de faire des comparaisons avec les sessions précédentes, quelques minutes après le lancement des épreuves. Mais, nous constatons, comme par le passé, l'engagement des candidats et



Le ministre Maguessa Ebomé lançant les épreuves d'E.p.s.

des responsables des centres d'examen sont à la tâche, les enfants ont pris la mesure de l'exercice. Il y a aussi à noter une augmentation significative du nombre de can-

didats, comparé à l'année dernière. Nous espérons que le nombre d'admis connaîtra une augmentation, lors de la délibération définitive des résultats», a-t-il souligné.

Le ministre de l'enseignement technique et professionnel a, en outre, indiqué qu'à partir de ces épreuves pratiques du baccalauréat technique, dans le domaine du sport deviennent de véritables séances d'incubation, pour le développement d'une élite sportive qui ferait la fierté du pays. Signalons que le sénateur Bernard Mbatchi, président de la Commission éducation du sénat, et Christian Grégoire Epouma, président de l'Apeec (Association des parents d'élèves et étudiants du Congo) étaient présentes à cette cérémonie.

Joseph MWISSI NKIENI

## Université Marien Ngouabi (Brazzaville)

# Signature d'une convention avec l'Université pédagogique d'Etat de Voronej

Le président de l'Université Marien Ngouabi, le prof Gontran Ondzotto, et Sergueï Ivanovitch Filonenko, recteur de l'Université pédagogique d'Etat de Voronej, en Russie, ont signé, mercredi 26 avril 2023, à Brazzaville, une convention de coopération en vue de la promotion et du développement scientifique de haut niveau, dans l'optique d'accroître les activités d'enseignement et de recherche pour le bénéfice des deux institutions universitaires. La signature de cette convention s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la Fédération de Russie, Guerguy Tchepik.



Le président de l'Université Marien Ngouabi et son collègue russe.

L'Université Marien Ngouabi et l'Université pédagogique d'Etat de Voronej sont désormais liées par une convention destinée à promouvoir la coopération sous les formes ci-après: échange d'enseignants, de chercheurs et de personnel administratif; échange d'étudiants de niveaux master et doctorat; préparation de thèses de doctorat en co-direction ou co-tutelle; organisation conjointe de stages, de conférences et symposia; réalisation de projets communs de recherche; échange de publications académiques et de documents scientifiques.

Au-delà de l'insertion professionnelle et/ou de l'employabilité des étudiants, la convention de coopération entre les deux universités congolaise et russe permettra aux chercheurs congolais de franchir un autre seuil, en vue d'augmenter la connaissance, estime le Pr Gontran Ondzotto qui a indiqué que «partout où se trouve un étudiant congolais, se trouve toute l'Université Marien Ngouabi». C'est à ce titre qu'il invite, par avance, les étudiants congolais à s'abonner le sérieux et l'excellence dans toutes leurs entreprises. L'honneur et le développement du Congo en dépendent, selon lui.



Photo de famille après la signature de la convention.

De son côté, le recteur de l'Université pédagogique d'Etat de Voronej, Sergueï Ivanovitch Filonenko, a fait savoir qu'en 90 ans d'existence, son institution universitaire a acquis une forte expérience dans le domaine scientifique. Ainsi, «nous espérons que la signature de cette convention sera suivie d'un pas concret de développement de nos deux universités», a-t-il fait savoir. Il s'agit, ici, de la 165ème

convention de coopération universitaire dont la deuxième avec une université russe, que l'Université Marien Ngouabi a signée. Cette dernière convention n'entraîne aucune obligation financière. Chaque partie sera responsable de sa participation aux activités de coopération. Celles-ci dépendent des crédits budgétaires de chaque partie. Cette convention est établie pour une durée de 5 ans, renouvelable après approbation d'un rapport d'activités soumis aux instances compétentes de chaque partie. Toute modification de la convention nécessite l'approbation des deux parties, après

un préavis écrit de six mois de la partie notifiante. Les modifications sont signées par les deux parties. En cas de défaillance de l'une des parties dans l'exécution des objectifs fixés par la convention, l'autre partie peut demander la résiliation, sous réserve de respecter un préavis de six mois. Toutefois, les activités déjà engagées poursuivront leur cours jusqu'à terme. En cas de différends nés de l'interprétation ou de l'exécution de la convention, les partenaires s'engagent à résoudre le litige à l'amiable, par voie de conciliation directe.

Joseph MWISSI NKIENI

## NECROLOGIE

Son Excellence Monsieur Valentin Ollessongo, Ambassadeur du Congo au Tchad, ancien journaliste de profession, a la profonde douleur d'informer les familles Ollessongo, Ossengué, Okoua, Yoka, Etoka, Okouéré et Tooma, les amis et connais-



sances, du décès de sa très chère épouse, Mme Marie Suzanne OLLESSONGO née ETOKA; décès survenu le 1<sup>er</sup> Mai 2023, à Tours, en France. Le programme des obsèques sera communiqué prochainement.

### Commentaire

## La route Ngamabri-Mindouli, dans le Pool, abandonnée?

La nouvelle catastrophique est tombée drue comme un couperet. Elle a été donnée par l'ambassadeur de l'Union européenne, Giacomo Durazzo, lors d'une conférence de presse de l'Equipe Europe de Brazzaville, vendredi 5 mai 2023: le projet de construction de la route Kinkala-Mindouli a été abandonné. Et pour cause, en difficultés financières, l'Etat congolais n'a pas pu honorer tous ses engagements. En plus, ce projet a laissé un contentieux entre l'Etat congolais et la société en charge des travaux. D'aucuns pensent que le Département du Pool, et partant le Congo, ne mérite pas pareille sentence.

La coopération entre l'Union européenne et le Congo a aussi ses ratés. A l'instar du projet de construction de la route Gambari-Mindouli (60 km), financée dans un contrat mixte entre l'Etat congolais et le 10<sup>ème</sup> Fed (Fonds européen de développement) et dont les travaux étaient réalisés par les sociétés Socofran et Razel-Bec. Les travaux furent lancés par le Président de la République, le 26 juin 2015, lors d'une cérémonie à l'entrée de Mindouli. Ils connaîtront beaucoup d'arrêts, à cause du retard de versement de la quote-part du Congo et aussi de l'insécurité dans le Pool.

Aujourd'hui, après l'annonce de la nouvelle d'abandon de ce projet, c'est un sentiment d'indignation qui étreint les populations du Pool. C'est aussi, il ne faut pas se le cacher, un sentiment de honte pour notre gouvernement qui n'a pas voulu engager le reste des fonds nécessaires à la poursuite de la réalisation de cette route. C'est un précédent dont on ne mesure pas assez les conséquences. «Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras». Ainsi, aucun projet ne peut aboutir dans le Département du Pool, tant qu'on n'en a pas fait le plaidoyer. Ce geste n'honore pas les pouvoirs publics que la plupart des habitants du Pool taxent de pratiquer l'exclusion de leur département dans le développement du pays. Tous les prétextes sont bons pour cela à commencer par l'insécurité ou la présence de Ntoumi. L'ancien ministre Jean Itadi se demandait, dans une interview, vu l'abandon de ce département, si le Pool faisait vraiment partie du Congo. C'est ici aussi le lieu de souligner la responsabilité du Conseil départemental du Pool, qui aurait dû faire de ce projet, son cheval de bataille, en faisant le lobbying auprès du gouvernement pour qu'il dégage le reste des fonds de sa contre-partie. L'abandon de ce projet couvre aussi de honte les cadres ressortissants du Pool qui sont aux affaires (ministres, parlementaires, conseillers, etc). Ils ne suivent pas l'exemple de leurs collègues de la Cuvette qui suivent de près la réalisation des projets dans leur département. L'abandon des travaux de la route Gambari-Mindouli, dans une zone qui concentre une bonne partie des populations du Pool, est encore une preuve fournie aux détracteurs de continuer à accuser les tenants du pouvoir de mener une politique de marginalisation du Pool, considéré comme un département têté. Quels arguments demain nous aurons devant ces jeunes marqués par l'exclusion et la discrimination dont est victime le Pool?

Jean-Clotaire DIATOU

Conférence débat sur la réglementation des changes

# Sensibiliser les acteurs et les usagers à la réglementation des changes

L'A.d.i.t.b (Association des diplômés de l'Institut technique de banque de Paris) section Congo, a organisé, vendredi 5 mai 2023, à Brazzaville, sous le parrainage conjoint de l'Apec (Association professionnelle des établissements de crédit), de l'Anif (Agence nationale d'investigation financière) et de l'Ecole supérieure de banque de Paris, une conférence débat sur le thème: «La réglementation des changes dans l'espace Cemac et au Congo: enjeux et défis». Cet événement était jumelé à la cérémonie de remise des diplômes aux finalistes de l'I.t.b (Institut technique de banque de Paris), des promotions 2021 et 2022.

Plusieurs personnalités du monde de la banque étaient présentes aux deux cérémonies. On peut citer Calixte Tabangoli, directeur général de la Banque postale, président de l'Apec, Samuel Tsakala, président de l'A.d.i.t.b Congo, André Kanga, directeur général de l'Anif, Mme Leticia Tartour, directrice du Campus international de l'Ecole supérieure de banque de Paris (France). La conférence a eu trois panels. Le premier a porté sur le cadre juridique de la réglementation des changes. Le deuxième sur les transactions courantes des opérations capitales et des opérations de couverture, et le dernier panel sur les mécanismes de contrôle et de gestion des risques dans les opérations des changes. Ces thèmes ont été présentés par des cadres de la banque centrale, du ministère des finances, des établissements bancaires et des cabinets d'audit. La modération était assurée par Justin Bayékola Ngouma, analyste financier à l'Anif.

La Cemac avait adopté des dispositions relatives à la réglementation des changes. Ainsi, les enjeux et les défis à relever dans son application étaient au centre du débat. Globalement, ce dispositif a été inopérant, à cause de plusieurs raisons, dont la faible connaissance des textes par les parties prenantes et l'absence de vulgarisation. Cela a abouti à l'ineffectivité de sa mise œuvre. On a noté aussi



Les responsables organisateurs de la conférence débat sur la réglementation.



Les panélistes à la conférence débat.

une énorme faiblesse du dispositif opérationnel de suivi et de contrôle. Bref, la réglementation des changes met en suspens aussi bien les acteurs comme les services des douanes, des impôts, les établissements de transfert de fonds, les banques, les sociétés d'import et export et la direction générale de la monnaie

et des relations extérieures financières que les usagers qui sont les opérateurs économiques, les clients de tous genres, les voyageurs et les sociétaires des banques. Un des participants, Alphonse Trois Junior Nzingoula, chargé de conformité à la banque U.b.a Congo, a donné son appréciation en ces termes: «Vous savez, entre la rédac-

tion d'un texte et son application, il existe parfois des écarts. Moi, en tant que praticien de la banque, c'est ce que nous relevons au quotidien. C'est pourquoi nous profitons de telles occasions pour pouvoir porter à l'attention des régulateurs, comme la Banque centrale, le Ministère des finances, la Commission bancaire de l'Afrique centrale et l'Anif, certaines difficultés. Nous sommes obligés d'apporter des observations que nous avons pour avoir des éclaircissements. Pour nous les banques sont les régulateurs de l'activité bancaire. Ce que je recommande que la Banque centrale anime beaucoup de séances de sensibilisation». Après le débat, il y a eu la remise des diplômes aux finalistes des promotions de 2021 et 2012 de l'I.t.b de Paris. Ils étaient plus d'une dizaine, appartenant aux établissements de crédit et de microfinances. «L'I.t.b a toujours su apporter une réponse efficace et pragmatique aux besoins de la profession. Le rêve est de disposer d'un personnel de qualité et excellent qui permet de garantir la pérennité du secteur bancaire, maillon essentiel du circuit de financement de l'économie nationale», a déclaré Samuel Tsakala, président de l'A.d.i.t.b Congo, pour les encourager. De même, Mme Leticia Tartour a encouragé les nouveaux diplômés à poursuivre leurs efforts et à continuer à se développer professionnellement. Pour Calixte Tabangoli, président de l'Apec, «cette cérémonie de remise des diplômes vise la culture de l'excellence. Le diplôme de l'I.t.b est un diplôme accélérateur de carrière».

Martin BALOUATA-MALEKA

Conférences-débats de la Fondation Niosi

## Les statistiques, un outil important pour le développement endogène

Dans le cadre de ses conférences-débats, la Fondation Niosi a débattu, jeudi 13 avril 2023, à l'I.f.c (Institut français du Congo), à Brazzaville, du thème sur: «Statistiques et développement endogène de l'Afrique centrale». Développé par Marcel Mbaloula, ingénieur statisticien, chargé de cours à l'E.s.g.a.e (Ecole supérieure de gestion de l'administration des entreprises), sous la modération du Pr Josué Ndamba, membre de la Fondation Niosi, ce thème a permis à l'assistance de comprendre que les statistiques sont un outil qui permet de promouvoir un développement endogène. Au regard de quelques statistiques qui caractérisent la zone de la C.e.e.a.c (Communauté des Etats de l'Afrique centrale), la stratégie de développement peut prendre appui sur les statistiques.



Josué Ndamba et Marcel Mbaloula.



Une vue partielle de l'assistance.

Dans la présentation de son exposé, Marcel Mbaloula s'est appuyé sur les statistiques de la Banque mondiale, du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement) et de la Bad (Banque africaine de développement) qui portent sur les populations, les densités, les taux de pauvreté et les indices de développement humain (I.d.h) pour mieux connaître le P.i.b (Produit intérieur brut), avec les données concernant la santé et l'éducation.

Ces données permettent d'apprécier le niveau de développement d'un pays. En Afrique centrale, il y a des pays qui ont de faibles nombres de populations, comme le Congo (5 millions), le Gabon (2 millions), la Guinée Equatoriale (1 million) et Sao Tomé et Principe (moins d'un million). Ces pays sont fragiles pour se développer dans le contexte actuel, à cause du faible nombre de population.

Du point de vue de la densité, le Rwanda et le Burundi sont en tête, parce que ces pays ont des superficies faibles, mais des nombres importants de populations. Du coup, ils doivent concevoir d'autres politiques de développement, du fait de très fortes densités d'habitants au kilomètre-carré.

Le taux de pauvreté est montré par des indicateurs précis. La zone de la C.e.e.a.c est dans une pauvreté endémique. La santé y est précaire. Les systèmes éducatifs sont tournés vers des connaissances basées sur les sociétés occidentales. Il manque une harmonie dans la société ou une partie de la population vit dans des conditions de vie relativement acceptables et une autre partie se trouve dans la misère. Ces caractéristiques montrent que la situation n'est pas agréable en Afrique centrale. Ces différents éléments d'appréciation indiquent que les pays de la C.e.e.a.c sont dans le non-développement. Du point de vue économique, ces pays sont dans une pénurie de production locale. Ils font recours aux produits importés pour satisfaire leurs besoins. Leurs économies sont extraverties.

La stratégie de développement endogène s'articule autour de l'actualisation ou de la mise en valeur de ce que l'on a, de ce que l'on est et de ce que l'on veut devenir. Pour le conférencier, le développement endogène est une croissance économique endogène articulée sur le progrès de la société, c'est-à-dire en se préoccupant des besoins de la société. Il s'agit de mettre en œuvre le développement des dynamiques socio-économiques et culturelles existantes. «On peut envisager un développement endogène en Afrique centrale, en mettant l'accent sur l'intégration régionale, la prise en compte des biens communs entre les pays, pour sortir de la fragilité que présente certains pays de la C.e.e.a.c», a déclaré Marcel Mbaloula.

Martin BALOUATA-MALEKA

## O.m.s (organisation mondiale de la santé)

# La covid-19 déclassée comme urgence sanitaire mondiale

Depuis trois ans, l'humanité est confrontée à la pandémie de covid-19, une maladie infectieuse provoquée par le coronavirus Sars-Cov-2, découverte le 16 novembre 2019 dans la ville de Wuhan, située dans la Province du Hubei, en Chine avant de se propager, quelques semaines après, dans le monde. Elle a causé au moins sept millions de décès à travers le monde dont 386 en République du Congo.

Après des années de lutte, le directeur général de l'O.m.s (Organisation mondiale de la santé), l'Ethiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus, a annoncé, vendredi 5 mai 2023, que la covid-19 n'est plus une urgence sanitaire mondiale. C'était lors d'une conférence de presse

organisée par visio-conférence, depuis le siège de l'O.m.s, à Genève, en Suisse. La déclaration du directeur général de l'O.m.s marque la fin symbolique de la mobilisation qu'a exigée la pandémie dévastatrice de coronavirus, avec la prise de mesures drastiques de restriction des libertés, no-

tamment sur la mobilité des personnes, bouleversant les économies du monde. «C'est avec beaucoup d'espoir que je déclare le covid-19 terminé comme urgence sanitaire mondiale», a affirmé le directeur de l'O.m.s, avant de poursuivre que «cela ne signifie pas que le covid-19 est terminé en tant que menace, pour la santé mondiale», a-t-il ajouté. Mais, la fin de l'urgence sanitaire ne veut pas dire la fin de la maladie. L'O.m.s a fait savoir que si la phase d'urgence est levée, la pandémie reste présente. Des milliers de personnes continuent en-



Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'O.m.s.

core de mourir encore du virus chaque semaine. Ce qui signifie que les mesures doivent continuer à être prises pour se protéger contre le redoutable virus, tout comme la prise en charge des patients.

Roland KOULOUNGOU



# André Grenard Matsoua, défenseur des droits de l'homme et militant pour la justice et l'égalité des peuples

**L'Association l'Amicale, dont André Grenard Matsoua était le fondateur, avait quatre buts précis: 1- porter assistance aux Noirs en France; 2- revendiquer pour les Congolais et pour tous les originaires de l'Afrique équatoriale française (l'A.e.f), la voix au chapitre dans la gestion de l'Empire; 3- s'élever contre le Code de l'Indigénat qui réquisitionnait les Africains pour les travaux d'utilité publique dénoncés comme des travaux forcés déguisés, par les anticolonialistes; 4- demander l'indépendance des autres colonies de l'A.e.f.**

C'est dans ce contexte que le 26 janvier 1928, il envoya au Président du Conseil, M. Raymond Poincaré, en faveur du gouverneur général Antonetti, contre qui une campagne sévère venait d'être engagée par les concessionnaires dont les privilèges semblaient être remis en cause par cet administrateur, une lettre dans laquelle il dénonça également l'asservissement et l'exploitation dont étaient victimes ses frères compatriotes du Nord de notre pays, alors Congo français, par les compagnies concessionnaires des frères Tréchet qu'il qualifia par ailleurs de «vautours et oiseaux de proie». Voici ce qu'il y écrivit en substance:

«...Monsieur Antonetti a eu, il y a un peu de temps, l'occasion de constater de quelle façon les frères Tréchet, administrateurs d'une Compagnie française du Haut et



La statue de Matsoua à Kinkala.

du Bas-Congo (C.f.h.b.c) au capital de cent millions de francs, eux-mêmes plusieurs fois millionnaires, entendaient augmenter leur capital au détriment des Noirs de mon pays. Vous ignorez, Monsieur le Président, que pour une poignée de sel, les frères

Tréchet se faisaient facilement remettre cent kilos de caoutchouc ou d'autres produits du Congo français, et d'autres agissements encore, ont forcément amené Monsieur Antonetti, lorsqu'ils les ont commis à les réprouver et les faire cesser, d'où cam-



Par Dieudonné Antoine-Ganga.

pagne par les frères Tréchet et consorts, gens assoiffés de capitaux, contre Monsieur Antonetti. Nous avons, du reste, l'appui de presque toutes les compagnies ou sociétés commerciales et industrielles du Congo français, lesquelles compagnies ou sociétés sont membres bienfaiteurs ou honoraires de notre société, sauf bien-entendu, la compagnie des frères Tréchet, qui dédaigne les Noirs qu'elle exploite. Vous avez dans différents articles, eu l'occasion de parler de cette campagne, et l'éditorial du jeudi 1<sup>er</sup> septembre 1927, a eu mon entière approba-

tion et m'a fait le plus grand plaisir et je ne pourrai que prendre la défense de Monsieur Antonetti, chaque fois que j'en aurai l'occasion, car mes frères Congolais et moi-même ne pouvons que nous louer d'avoir à la tête de notre cher beau pays, un homme de cœur aussi loyal, aussi bienveillant que Monsieur Antonetti, à qui nous souhaitons ici, longue vie et toute la santé désirable pour le voir le plus longtemps possible diriger et développer les destinées de mon pays, le Congo français, dont les richesses immenses seraient entièrement accaparées par les vautours et oiseaux de proie de l'espèce Tréchet et consorts, si notre cher gouverneur général n'y avait pas mis ordre à temps. Il est de toute justice, que chacun profite au prorata de son activité et de ses peines, des immenses richesses et qu'elles ne soient plus la propriété exclusive des gens qui n'ont reculé devant rien pour se les approprier. De son combat politique, André Grenard Matsoua disait, dans une lettre qu'il envoya, le 8 février 1941, à l'administration coloniale: «Je combats la domination. Je lutte pour l'égalité pour notre

émancipation en tant qu'individu et en tant que peuple. L'aspiration que nous représentons est partagée par l'ensemble de notre peuple. La répression que vous avez cru avoir développée contre l'Amicale, n'a pas réussi à décourager le peuple considéré. Bien au contraire! Elle a provoqué un radicalisme de notre mouvement. Nos villages connaissent des saccages incessants. Et cependant, on ne note aucun signe de défection au sein de notre peuple. Certains de mes compagnons de lutte ont été exécutés sommairement. Je veux parler de M'biemo, Milongo, Mbemba et tant d'autres. Mais notre combativité, l'adhésion populaire à votre opposition se sont accentuées. D'autre part, nous ne cesserons pas de demander l'indépendance des autres colonies de l'Afrique équatoriale française (l'A.e.f). Tout cela devrait vous faire réfléchir».

Ce qui amena Monsieur De Buttafoco, alors administrateur français de la Région du Pool, à déclarer: «Vous les matsouanistes, vous exagérez: au lieu de limiter vos revendications d'autonomie au seul territoire du Moyen-Congo, vous avez voulu les étendre sur toute l'A.e.f, ne nous laissant aucun lopin de terre dans cette région. Voilà votre bêtise, voilà ce qui rend difficile votre tâche». (Sic).

**Dieudonné ANTOINE-GANGA.**

## Le développement percuté par l'ivresse

**Pour accueillir l'analyse proposée ici, un bref rappel des années 1963-1965 et l'extraordinaire combativité du gouvernement de ces années-là est nécessaire. La gouvernance était venue apporter le début de la solution. C'était tout simplement une forme de gouvernance qui a fait voir, au peuple, un Congo qui basculait: un gouvernement restreint; une exécution budgétaire selon les règles de l'art; une lutte contre la corruption et le chômage et une création dynamique des entreprises. Cette politique a fait savoir au peuple congolais que le tribalisme, l'immobilisme, l'égoïsme sont les causes de tous les drames.**

Il est possible de retrouver ici, l'intuition qui fondait le raisonnement des pères fondateurs de la première République. Il y a une différence fondamentale entre les revendications du bien public de l'époque et le comportement boulimique de ceux qui, de nos jours, confondent bien public et bien privé. La République est devenue, pour nous, un besoin que nous ne pouvons satisfaire. L'homme perd la tête, le beau langage, les bonnes manières et la lucidité. Les Congolais vont très loin dans cette voie, loin, effroyablement loin dans l'incivisme et l'irrationalité. Tout comme la politique rend impossible à l'être humain de s'émanciper. C'est ainsi que les Congolais s'amusent à faire leurs farces avec les mots: «Ebonga, ébonga té, toujours meilleur». Peut-être manque-t-il seulement un simple outil de bien-être, la méditation? Nous n'apprenons plus à être capable d'attention avec

la République. Nous ne refusons plus l'injustice. Tout commence en 1973. Peu après la guerre du Kippour, du 6 au 24 octobre, voulue et planifiée par le Président égyptien Anouar el-Sadate (octobre 1970-octobre 1981). Un choc pour l'Etat d'Israël qui se trouve dans cette période où les juifs traversent le jour du Grand pardon, la fête du jeûne. Les pays producteurs de pétrole décident de faire flamber le prix du baril. Il convient de rappeler un fait précis: le Congo est devenu un pays pétrolier. Alors, les Congolais -de toutes régions, de tous âges, de milieux divers- se sont mis à partager la conviction que le pétrole allait sauver le Congo. Dans les pays du Golfe comme dans les pays occidentaux, la richesse résulte, en grande partie, de la bonne gestion de la manne pétrolière. Je prends le cas de la Norvège que je connais pour y avoir séjourné avant et après la découverte du pé-



Par Joseph Badila.

trole. Au départ, c'est l'idée que se faisait les Congolais. Le constat est patent. Le budget du Congo est passé de 15 milliards à 27 milliards de francs Cfa. Le Président Marien Ngouabi promet d'importer la main d'œuvre, pour accompagner l'industrialisation du Congo. Aucun expert n'avait prévu la flambée des prix du pétrole. Brutalement, les temps ont changé. Enfin, même si le Congo ne peut vérifier le volume réel de la production, il peut financer la lutte contre la pauvreté. De 1993 à 1996, le prix mondial du pétrole, dépendant des fluctuations, atteint le niveau de 19 dollars en 1997, pour redescendre à 12,7 dollars en 1998. La réalité est que le prix est d'autant plus difficile à prévoir. Certes le Congo, pays producteur, subit la tension du marché.

En recoupant les déclarations et les publications des gouvernements congolais successifs, le budget de l'Etat est suffisamment alimenté. Ceci explique les infrastructures routières et aéroportuaires qui sortent des terres. Mais, beaucoup de faiblesses empêchent la croissance forte. L'économie est en train de s'essouffler. La voie ferrée ne sert plus d'épine dorsale de l'économie. La vocation «Congo pays de transit» n'est plus la poule aux œufs d'or d'autrefois. Jusque dans les années 80, le Chemin de fer Congo-Océan faisait la fierté des Congolais, aussi bien pour les passagers que pour le trafic ferroviaire. Pointe-Noire servait de port d'entrée et de sortie pour les produits à destination ou au départ du Tchad, de la RCA et de la rive gauche du Fleuve Congo. Demandez aux Centrafricains, ils vous diront que le Congo, avec son couloir fluvial, constitue la voie naturelle pour le transport des hommes et des biens entre Pointe-Noire et leur pays. Il n'y a pas de coupeurs de route, le bateau reste le moyen de transport le plus sécurisé. En même temps, le Congo n'a fait aucun effort pour empêcher les Angolais à sortir des tiroirs leur projet de port en eau profonde. Encore dans les années 80, le projet Route-Rail entre Pointe-Noire et

Cabinda revenait sur la table des Grandes Commissions mixtes Congo-Angola. Toujours dans les années 80, le Burundi était prêt à faire de Brazzaville le lieu de réception de ses importations en provenance d'Europe via Pointe-Noire. Le Burundi se proposait de créer les conditions d'assurer le fret aérien entre Brazzaville et Bujumbura. Tout ça, c'est ce qu'on appelle les occasions manquées. Toutes ces occasions sont allées percuter une politique sans ambition régionaliste, menée par ceux-là qui sont noyés dans l'ivresse de l'obscurantisme. Les troubles sociopolitiques que connaît le pays à partir de 1993 ne sont pas favorables à la mise en place d'une politique cohérente de réduction du tribalisme, de la corruption et de la pauvreté. Je n'ai absolument pas le tempérament nostalgique. J'ai, malgré tout, en mémoire, le rafraîchissement de l'Office nationale de commercialisation de produits agricoles (O.n.c.p.a) sur l'axe Nord-Ouest-Sud, ou encore le bonheur de visiter l'usine des textiles, la cimenterie de Loutété, la Sucrerie du Congo, pour ne citer que ces fleurons de l'industrie congolaise, fruit de la Révolution congolaise. Au lieu de nous enrichir, la pauvreté résulte, en grande partie, de tensions sociales.

Le pétrole a été à l'origine de la déstabilisation du Congo. Avril 2023, à Pointe-Noire, le Président Sassou-Nguesso vient d'inaugurer une nouvelle base. Le pétrole est appelé à durer. Au pétrole s'ajoute le gaz. Et donc, le Congo, au niveau même de la réalité géopolitique, se procure les ressources pétrolières et gazières nécessaires à l'enrichissement des Congolais. Osons espérer que cette fois-ci, c'est la bonne! Qu'aucun gros nuage ne viendra assombrir l'horizon, après l'accueil euphorique que les sages de Pointe-Noire ont réservé à Denis Sassou-Nguesso. Combien de temps faudra-t-il encore patienter, afin que les retombées du pétrole et du gaz profitent à tous. Les investissements dans les projets créateurs de richesse sont encore trop frileux. La gouvernance empêche pour l'instant d'engager l'Etat dans des modèles d'investissement à grande échelle, profondément novateurs. Il reste à ceux qui nous gouvernent de jeter un regard cru sur les faiblesses du pays: tribalisme; corruption; irresponsabilité; amateurisme; gouvernance. L'homme politique, coupé de la réalité, a fait le tour de lui-même et ne sait plus quoi faire pour s'amender, se remettre en cause, si non investir la société. Aucun doute, la faillite de l'homme menace la société. Que faire? Peut-être écouter les cris de détresse qui proviennent des chaumières...

**Joseph BADILA**

5<sup>ème</sup> édition du Festival Maloba

# La Compagnie colombienne Sankofa Danzafro s'est produite à Brazzaville

La 5<sup>ème</sup> édition du Festival Maloba, un festival international de théâtre, de danse et de cirque, s'est tenue du 29 avril au 6 mai 2023, dans différentes salles à Brazzaville. Pays, invité d'honneur, la Colombie était représentée par la Compagnie Sankofa Danzafro. Regroupant plus d'une cinquantaine d'artistes et cumulant 26 ans d'expériences, cette compagnie est venue à Brazzaville avec le soutien financier de l'Ambassade de Colombie au Kenya, sans oublier le Ministère colombien de la culture. Chorégraphe et fondateur de la compagnie, Rafael Palacios s'est dit heureux d'être venu à la 5<sup>ème</sup> édition du Festival Maloba et de voir que la culture de son pays, la Colombie, n'est pas loin de la culture congolaise. Dans l'interview qu'il nous a accordée, il souligne que «la danse et la gestuelle, les instruments et la façon de jouer ont une même origine: l'Afrique». «Nous sommes vraiment chez nous», constate-t-il. Interview.

\* **Pouvez-vous présenter aux lecteurs?**

\*\* Je suis Rafael Palacios, fondateur et chorégraphe de la compagnie Sankofa Danzafro de la Colombie. Nous sommes à Brazzaville dans le cadre du Festival Maloba. Et c'est le gouvernement de mon pays, dans une stratégie de faire la promotion de la culture colombienne jusqu'en 2026, qui nous a permis de venir à Brazzaville, dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la promotion des relations économiques et culturelles entre la Colombie d'une part, le Kenya et le Congo d'autre part. Nous sommes des danseurs. Dans ce cadre, nous exportons la danse afro-colombienne, afin de promouvoir la coopération Sud-Sud et faire connaître la culture de notre



Pendant une prestation à Brazzaville.

pays dans toute sa diversité, pour l'instant au Congo et ensuite au Kenya, afin de lutter pour les meilleures conditions de vie des Afro-colombiens. Lorsque nous sommes arrivés ici, nous avons compris

que nous étions chez nous et, donc, il nous faut renforcer nos liens d'abord culturellement, ensuite économiquement.

\* **Vous êtes les ambassadeurs de votre culture en**



Photo de famille des membres de la Compagnie colombienne Sankofa Danzafro.



Rafael Palacios (deuxième assis à partir de la gauche). Chrysostome Fouck Zonzeka (Premier debout à partir de la droite).

**Afrique, vous constatez que votre culture n'est pas loin de celle du pays où vous produisez?**

\*\* C'est le début d'une re-

connaissance. Je pense que l'esclavage a été un moment pénible de l'histoire de l'humanité. Notre présence ici, c'est une façon, pour nous, de reconnaître que nous, les habitants noirs de la Colombie, sommes venus d'Afrique et nos racines sont vraiment sur ce continent. Alors, la danse que nous faisons est finalement proche des danses congolaises. Elle nous permet de ne pas oublier d'où nous venons.

\* **Parlez-nous de votre danse et des instruments qui l'accompagnent.**

\*\* Nous avons d'autres instruments de musique que vous. Les maracasses et les tambours que nous utilisons ne sont pas ceux que nous voyons ici. Mais, le son qu'ils produisent et la manière de les jouer restent les mêmes. Il y a d'autres façons de communiquer et de rappeler notre spiritualité. Il faut indiquer que la trame du chant est la même en Colombie comme au Congo. Nous sommes en train d'exalter une procédure de combinaison de son et de musique africaine et celle de la diaspora. Parce qu'il faut nous considérer comme une diaspora d'Afrique vivant en Amérique latine.

\* **Cinq pays, dont l'Espagne, sont présents à ce festival. En dehors des similitudes en danses et gestuelles, qu'est-ce qui fait la particularité de votre groupe?**

\*\* Nous sommes latino-américains. Donc, nous avons notre façon de faire et cette manière de faire, cette joie de la danse, nous la partageons avec nos frères et sœurs congolais. Par exemple, en sommes associés avec un

groupe local, pour prester ensemble. Nous avons appris d'eux et eux, ils ont appris de nous. D'ailleurs, nous avons trouvé quelques pas qui se ressemblent. Pour nous, c'est la même chose: la façon de bouger, de battre les mains et de regarder la vie. Nous, les Colombiens, Noirs, nous sommes conscients que nous

sommes partis d'Afrique. Pour cela, nous sommes en relation avec la nature et nous gardons quelques éléments que nous puisons dans la nature.

\* **Qu'est qui a fait frémir le public, lorsque vous êtes montés sur scène?**

\*\* Je pense que le public congolais a retrouvé des frères et des sœurs, même si nous venons d'Amérique latine. Lorsque nous dansons la salsa ou une autre danse, puisque c'est notre tradition, rapidement, on est connecté. Le public congolais était en communion avec nous. Il n'était pas étranger à notre danse. Bien au contraire, il a bougé et la relation s'est établie.

\* **On peut dire que le pont vient d'être établi par le Festival Maloba, quels sont les projets pour l'Afrique, à travers le Congo et le Kenya?**

\*\* Nous aimerions amener les artistes congolais en Colombie. Ils vont découvrir qu'ils seront chez eux, comme nous ici, et partager la culture congolaise avec notre population, pour que les Colombiens connaissent l'immensité de notre culture et mettre en avant la coopération Sud-Sud, et permettre une construction culturelle et une éducation solide.

\* **Une dernière préoccupation? Le public de Brazzaville était chaleureux et attachant, n'est-ce pas?**

\*\* Nous avons fait deux jours pour arriver à Brazzaville. Par notre présence, le public congolais a connu la Colombie et nous avons senti que les Congolais sont fiers de savoir qu'ils ont des frères et sœurs en Amérique latine, qui dansent comme eux. Notre gouvernement encourage la coopération Sud-Sud. C'est dans ce cadre que nous sommes ici. D'ailleurs, depuis le 7 août 2022, notre Vice-Présidente de la République, Mme Francia Elena Márquez Mina, née le 1<sup>er</sup> décembre 1981, est Afro-colombienne.

Propos recueillis par  
Chrysostome  
FOUCK ZONAZEKA

## Livre

# Prince Maléla décrit une «scène de ménage à Brazzaville»

Et de trois pour Prince Maléla, promoteur culturel congolais, président de l'Association Les Congolais de Lille, ville française où il est basé depuis 2006! Après «Nous étions jeunes et ambitieux» (volume 1), son coup d'essai publié en décembre 2021, et «De Brazzaville à Mbanza-Ngungu: dans l'enfer de la guerre du Pool», paru en 2022, l'auteur vient d'inscrire un troisième livre à sa bibliographie: «Scène de ménage à Brazzaville».

Dans son roman d'une trentaine de pages publié à compte d'auteur, comme les précédents, Prince Maléla raconte l'histoire de Francis Ata et Pascaline Ekila, qui vivent en couple depuis plusieurs années. Les deux ont une fille, Franceline, âgée de six ans et sont issus d'illustres familles congolaises.

Francis et Pascaline gagnent bien leur vie et vivent, avec leur fille, dans l'une de ces grandes maisons luxueuses qu'on trouve dans les quartiers résidentiels de Brazzaville. Tout réussit donc à ce

couple issu des classes sociales les plus aisées de la société congolaise, jusqu'au jour où le malheur s'abat sur leur famille.

L'auteur, Prince Maléla, vit à Lille depuis une quinzaine d'années. Il a évolué dans le domaine événementiel (Afro) pendant plusieurs années, œuvrant à la promotion de la culture afro (dans la métropole lilloise et ailleurs), par l'organisation de divers événements (expositions, conférences, défilés de mode, pop-up stores...). Il a collaboré avec de nombreux acteurs de la scène cultu-



Prince Maléla.

relle afro. «Scène de ménage à Brazzaville» est disponible en librairie au

prix de 6,99 euros (environ 4.600 F.Cfa).

Nana KABA

Maison russe de Brazzaville

# Six jeunes congolais boursiers de la 34<sup>ème</sup> olympiade nationale de la langue russe

Chaque année, la Maison russe (ancien Centre culturel russe) de Brazzaville organise un concours, pour encourager les apprenants de la langue russe. La 34<sup>ème</sup> édition de ce rendez-vous dénommé «Olympiade nationale de la langue russe» s'est tenue le dimanche 7 mai 2023, à la Maison russe. Ils étaient 89 candidats (lycéens et étudiants) subdivisés en plusieurs niveaux d'études (Seconde, Première, Terminal et Université), venus des douze départements du Congo. Comme à l'accoutumé, les six meilleurs lauréats ont bénéficié des bourses d'études en Russie. Une cagnotte pour parfaire leurs connaissances en langue russe. C'était sous le patronage de Mme Maria Fakhrutdinova, directrice générale de la Maison russe de Brazzaville, en présence de quelques professeurs de la langue russe et bien d'autres invités.

Depuis le milieu des années 60, la langue russe fait partie des programmes scolaires et universitaires de notre pays. Depuis cette époque, le Congo a toujours été un grand partenaire d'abord de l'ex-Union soviétique et depuis les années 90, de la Fédération de Russie. Les deux pays entretiennent des relations de coopération très poussées. D'ailleurs, plusieurs cadres congolais aujourd'hui aux affaires ont été formés en Russie, dans les pays de l'ex-Union soviétique et d'Europe de l'Est. Le quota des bourses d'études octroyé par la Fédération de Russie au Congo



Les six lauréats aux bourses d'études sur la langue russe.

s'élève à au moins 150 places, dont 144 gérées par la D.o.b (Direction de l'orientation et des bourses) et 6 par la Maison russe. Une réalité qui ne décourage pas les étudiants qui tentent de décrocher le précieux sésame. A l'issue de la 34<sup>ème</sup> olympiade nationale de la langue russe, les lauréats des bourses de la Maison russe,



Mme Maria Fakhrutdinova (au milieu), les lauréats et leurs proches.

sont: Rolph Rossy Ebata Kagna (étudiant); Norbert Mayala (élève au Lycée A Neto); Saurel Ngouabi Okala (étudiant); Laura Moutsoulou (élève au Groupe scolaire Atlas); Calvin Dominic Mossezedi Mohonga (étudiant) et Bercy Omonotou (élève au Lycée Thomas Sankara). Ils iront poursuivre leurs études en Russie avant la fin de cette année.

L'objectif des olympiades nationales de la langue russe est de promouvoir l'apprentissage du russe au Congo. Interrogée sur les critères de sélection au concours, Mme Maria Fakhrutdinova, a répondu en ces termes: «Chaque année, on fait une présélection des candidats dans les lycées du Congo. Les meilleurs s'affrontent à la grande finale qui se dé-

roule à la Maison russe. Le plus important, c'est d'avoir des connaissances en langue russe. Vous pouvez apprendre soit à l'école, à domicile ou à la Maison russe. Normalement, on organise chaque olympiade à l'occasion de la fête du 9 mai, qui marque la victoire de l'armée soviétique sur les Nazis, pendant la Seconde guerre mondiale».

S'agissant de l'accompagnement des lauréats après leur formation en Russie, la directrice de la Maison russe a souligné qu'«en ce qui concerne les jeunes qui rentrent au pays, ils sont censés être des professeurs de la langue russe. A ce niveau, c'est le gouvernement congolais qui s'en occupe. La Maison russe offre toujours des voyages aux professeurs, pour améliorer leur compétence en langue russe».

Notons que la Maison russe est créée en 1968 sous l'appellation de l'Institut Pouchkine. Il est rebaptisé Centre culturel russe après l'effondrement de l'Union soviétique, avant sa dénomination actuelle attribuée en avril 2021.

Roland KOULOUNGOU

## 1<sup>ère</sup> édition du Festival du théâtre africain

# Selma Mayala a défendu les couleurs du Congo au Maroc

Rabat, la capitale du Maroc, a vibré, du 24 au 30 avril 2023, aux rythmes de la première édition du Festival du théâtre africain. Placée sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, cette édition était organisée dans le cadre du programme «Rabat, capitale africaine de la culture» (2022-2023), par le Ministère marocain de la jeunesse, de la culture et de la communication, en partenariat avec le Collectif Éclats de Lune. L'objectif visé étant de mettre en lumière la richesse et la diversité du théâtre africain contemporain. Le Congo y était représenté par Selma Mayala, comédien, metteur en scène, formateur, directeur de l'Atelier Mwezi et des «Rencontres internationales Kintwadi, faisons ensemble» (Rikife), résidant à Pointe-Noire, la capitale économique congolaise.

Lors du Festival du théâtre africain, à Rabat, Selma Mayala a mis son grain de sel à l'occasion des trois tables-rondes organisées pour la redynamisation du théâtre africain, avec comme thématiques: «Comment créer une dynamique entre les écoles de théâtre africaines?»; «Quel état des lieux du théâtre sur le continent africain?»; «Comment repenser les festivals en Afrique?». Il y a eu des représentations théâtrales qui ont connu la participation des compagnies de dix pays (Maroc, RD Congo, Guinée, Burkina Faso, Burundi, Mali, Cameroun, Kenya, Iles Comores et Bénin). Il y a eu également le concours de la meilleure création remporté ex-aequo



Selma Mayala.

par les Iles Comores pour la pièce théâtrale «Je n'ai pas de nom», mise en scène par Soumette Ahmed, et le Maroc pour la pièce «Elle était une fois la jupe», mise en scène par Mohammed Amin Boudrika.

La première édition du Festival du théâtre africain était une expérience très enrichissante pour Selma Mayala, lui qui est parmi les figures montantes du théâtre congolais. Initié à cet art depuis le lycée, influencé par Peter Brook, metteur en scène, acteur, réalisateur et écrivain britannique qu'il rencontre en 2020, mais aussi par Sony Labou Tansi, l'artiste ponténégrin prend la résolution, en 1999, de faire du théâtre sa profession, en cofondant le «Théâtre des Coulisses». Membre du réseau Culture'AC, il participe à la création du Festival international Kimoko. Selma a, à son actif, plusieurs festivals internationaux sur le continent: en Algérie (Fita), au Gabon, au Cameroun, au Tchad, en République Centrafricaine, en RD Congo. En 2018, il met sur pied le collectif de l'Atelier Mwezi,

convaincu de la double nécessité d'investir le domaine de la formation et de construire des liens avec des artistes internationaux, dans un esprit d'ouverture et d'échanges de pratiques. Très attaché à la transmission de la pratique du N'To pour un théâtre noble, ouvert et populaire, il s'est notamment illustré en tant que comédien au théâtre dans plusieurs pièces: «La parenthèse de sang» de Sony Labou Tansi; «L'histoire du soldat de Charles» de Ferdinand Ramuz; «C'est la sorcellerie Kindoki» de Marie-Françoise Ibovy; «L'Ogrelet de Suzanne Lebeau», «Andromaque» de Jean Racine; «Un diner bien tranquille» de Martine Huet; «Jean Muvusu» de Jean Léopold Ngoulou. Il a assuré la mise en scène de: «Cendres sur les mains» de Laurent Gaudé; «Antigone» de Jean Anouilh; «Le long voyage du pingouin vers la jungle» de Jean Gabriel Nordmann. Avec Jehf Biyeri, il a coécrit: «Mond'idiotisation», «Tâche de sang», «J'ai perdu une côte», «Zonza Kua Ngoma». Au cinéma, il s'est illustré dans «Positif» et «Grave Erreur 2» de Richi Mbébé, «Diboulou» d'Albé Diaho. Selma initie et organise, depuis 2020, en collaboration avec le collectif Mwezi, les «Rencontres internationales Kintwadi, faisons ensemble», un festival annuel qui réunit des écrivains, des metteurs en scène et des comédiens dans un processus de création.

Nana KABA

## Musique Polémique autour du concert de Fally Ipupa au Stade Massamba-Débat de Brazzaville

Fally Ipupa livre un concert en live, samedi 27 mai 2023, au Stade Alphonse Massamba-Débat de Brazzaville, d'une capacité de 35 mille places. C'est l'artiste lui-même qui avait donné cette information depuis le mois de mars dernier. A l'approche de cet événement, la polémique s'enfle dans les réseaux sociaux chez les mélomanes brazzavillois, qui considèrent ce concert d'un artiste de la rive gauche, comme un pied de nez aux artistes de la rive droite du Fleuve Congo. Ce faisant, la coqueluche de la nouvelle vague de la musique congolaise, Roga-Roga, est pressé de réaliser un tel événement. Nous y reviendrons dans notre prochaine édition.

## Can (Coupe d'Afrique des Nations) de football U17 Algérie 2023

## La chance a souri aux Diables-Rouges, qualifiés pour les quarts de finale

Comme nous l'avons dit dans notre précédente édition, la qualification de la sélection nationale, les Diables-Rouges des moins de 17 ans, n'a été possible que grâce à la meilleure troisième place qu'elle a occupée. Après un premier tour laborieux (une défaite et deux matches nuls), les Diables-Rouges ont tourné la page et les voilà en quarts de finale. Leur première rencontre se joue jeudi 11 mai, contre les Aigles du Mali, qui ont fait un parcours de zéro faute, lors des deux matches de groupe. Ils ont donc l'avantage de la fraîcheur face aux Congolais. Ils avaient en effet battu le Burkina-Faso (1-0) puis le Cameroun (2-0).

Dans le sport, il faut aussi compter sur le destin. C'est ce qui est arrivé aux Diables-Rouges, dans leur participation à la Can de football des moins de 17 ans, en Algérie. Il leur reste à faire preuve d'héroïsme face aux Maliens, pour arracher la qualification en demi-finale, synonyme de qualification à la Coupe du

monde. Jusque-là, ils n'ont remporté aucune victoire. Ils ont donc à démontrer leur force face aux Maliens, pour s'imposer.

Des Maliens qui ont fait un parcours sans faute, en enregistrant deux victoires. Ce sont des habitués des compétitions continentales et même internationales. Ils ont déjà remporté la Can U17



Les Diables-Rouges U17.

deux fois en 2015 et en 2017 et à la Coupe du monde, ils ont été finalistes.

Les Diables-Rouges ayant concédé une défaite contre le Sénégal (0-1) et fait deux matches nuls face à la Somalie (1-1) et à l'Algérie, pays hôte, (1-1) ont là un gros morceau, face aux Maliens. Les poulains du coach italien, Fabricio Cesana, doivent jouer leur va-tout

dans leur match contre les Maliens. Sur le papier, ils ne sont pas favoris face au Mali, ils se retrouvent en position d'outsider qui peut surprendre. Ou sa casse ou sa passe, surtout qu'on ne les a pas vu arriver. Rendez-vous donc ce jeudi 11 mai, pour savoir de quoi les Congolais auront-ils été capables.

Luze Ernest BAKALA

## Handball africain

Egyptiens et Angolais se sont imposés à la 30<sup>ème</sup> super coupe Egypte 2023

Le Caire, en Egypte, est la capitale du handball africain cette année, en ce qui concerne les compétitions inter-clubs. En effet, la capitale égyptienne a abrité, du samedi 6 au dimanche 7 mai 2023, la 30<sup>ème</sup> super coupe de la C.a.h.b (Confédération africaine de handball), au grand bonheur des équipes angolaises féminines, Petro Atletico et Primero d'Agosto, qui sont arrivées en finale. Finalement, c'est Petro Atletico qui l'a remporté devant Primero par (29-26). Ainsi, Petro Atletico a soulevé la super coupe de la C.a.h.b 2023.

dans la seule catégorie des dames, par la D.g.s.p et l'As Otohô. La D.g.s.p est dans le même groupe A avec Petro Atlético d'Angola, le Fc Mokinine du Maroc, le Sporting club d'Egypte, Fanz du Cameroun

Propos recueillis par Luze Ernest BAKALA

Pour tout soutien à Célestin Mpoua dit Bébéto:  
Tel: 06.882.31.95.



La D.g.s.p (Direction générale de la sécurité présidentielle).



L'As Otohô handball féminin.

Chez les hommes, ce sont les Egyptiens qui ont fait la loi. En finale, Al Ahly a battu Zamalek (27-24), pour remporter la super coupe d'Afrique de handball 2023. Le club cairote est, dans la foulée, qualifié au Super globe masculin I.h.f 2023. Sous la direction de l'entraîneur espagnol, David Davis, Al Ahly a maintenant remporté trois titres cette saison, après avoir également réalisé le double national (Coupe et championnat).

Dans les deux catégories, les Congolais des deux rives ont pointé leur bout de nez. Chez les dames, la troisième place est revenue à l'équipe brazzavilloise de la D.g.s.p qui a battu le C.s.f Mokinine du Maroc, en petite finale (25-22). Chez les Messieurs, la troisième place a été remportée

par la J.s.k (Jeunesse sportive de Kinshasa) de la RD Congo. Après la super coupe qui a dévoilé son affiche de l'année 2023, place à la 39<sup>ème</sup> édition du C.a.c.v.c (Championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe) en hommes et dames, qui a débuté le mardi 9

mai, pour prendre fin le 18 mai, toujours dans la capitale égyptienne. 11 clubs de 11 pays sont en compétition: Algérie, Angola, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Liberia, Maroc, RD Congo et Tunisie.

Le Congo n'est représenté que

et le C.s Nouasser du Maroc. De son côté, l'As Otohô est dans le groupe B et va affronter le Primero d'Agosto de l'Angola, la Fap du Cameroun, Habitat H.b.c de la Côte d'Ivoire et Al Ahly d'Egypte.

Luze Ernest BAKALA

## Can U23 Maroc 2023

## Les Diables-Rouges dans le groupe de la mort

La Caf (Confédération africaine de football) a procédé, vendredi 5 mai 2023, au Centre technique Mohammed VI de Rabat, au Maroc, au tirage au sort de la phase finale de la Can (Coupe d'Afrique des Nations) de football des moins de 23 ans. Il y a deux groupes. La sélection nationale congolaise, les Diables-Rouges, est classée dans le groupe A. Mais, c'est un groupe difficile avec des Nations

comme le Maroc, pays organisateur, le Ghana, deux fois champions, et la Guinée.

Le deuxième groupe, le groupe B, comprend l'Egypte tenant du titre, le Mali, le Gabon et le Niger. La Coupe d'Afrique des Nations de football U23 est qualificative pour les Jeux olympiques d'été, Paris 2024.

L. E. B.

## Fécovand (Fédération congolaise de handball)

## L'entraîneur, Célestin Mpoua dit Bébéto, sérieusement malade



L'entraîneur de handball Célestin Mpoua dit Bébéto.

Perdu sur les radars du handball depuis le début de la saison sportive 2022-2023, l'entraîneur Célestin Mpoua dit Bébéto est en fait sérieusement malade. Hospitalisé à Pierre Mobengo, pendant six à sept mois, il est désormais chez lui, au Quartier Deux poteaux, dans le neuvième arrondissement Djiri, à Brazzaville. Il a perdu sa mobilité, en raison des difficultés à se mettre debout sur ses deux jambes.

C'est un grand entraîneur de handball qui a fait ses preuves avec les clubs Inter-club, D.g.s.p, Cara et Asel Lumière. Il a aussi entraîné les sélections nationales de la RD Congo et du Congo en dames qu'il a qualifié à deux reprises chacune, à la Coupe du monde. Plusieurs fois champions d'Afrique, en tant que joueur dans les années 80 et en tant qu'entraîneur à partir des années 2000, Célestin Mpoua alias Bébéto subit aujourd'hui le coup du destin.

Son état de santé s'est dégradé. Il y a 9 mois, il était victime d'une petite égratignure à la cheville droite qui, au fil du temps, lui a provoqué une paralysie des deux jambes. Il ne se déplace plus qu'à l'aide des béquilles. Aujourd'hui, cette icône du handball est abandonnée à son triste sort. Après son hospitalisation à l'Hôpital militaire Pierre Mobengo, Célestin Mpoua a lancé un appel à l'aide aux personnes de bonne volonté:

«Après ma sortie de l'hôpital, ayant épuisé toute mes économies, je suis à bout de souffle. Je demande à tous ceux qui me connaissent de penser à moi. Je ne peux plus subvenir à mes soins de santé. Avec tout ce que nous avons fait pour ce pays où nous nous sommes donnés corps et âme, pour défendre le drapeau congolais, que même pour ça, la Nation reconnaissante devrait me venir en aide! A vous mes amis, mes compagnons, à ceux de la diaspora, même mes adversaires, en un mot, à tous, je vous prie de me secourir. J'ai encore à donner pour ce handball. C'est maintenant ou jamais, n'attendez pas le pire pour venir faire des cotisations farineuses, car la vie est plus précieuse de tout ce qui existe».

Propos recueillis par Luze Ernest BAKALA

Pour tout soutien à Célestin Mpoua dit Bébéto:  
Tel: 06.882.31.95.

## F.i.v.b (Fédération internationale de volleyball)

## Plus d'une quinzaine des diplômés s'ajoutent dans le monde du volleyball

Le cours niveau 2 de la F.i.v.b (Fédération internationale de volleyball) des entraîneurs s'est déroulé du 1<sup>er</sup> au 5 mai 2023, à Brazzaville. Au total, 16 entraîneurs dont 14 du Congo et 4 du Cameroun y ont participé. Ils ont suivi plusieurs thématiques d'entraînement entres autres: la théorie de l'entraînement; les objectifs et systèmes d'entraînement au volleyball; la préparation psychologique au volleyball. Ce stage de formation a été sanctionné par un diplôme de la F.i.v.b niveau 2, attribué aux participants, tous admis à l'examen de fin du stage.

Après leur qualification, les stagiaires ont fait une motion de remerciement à l'endroit des organisateurs et surtout à l'expert qui a animé leur formation. La motion a été lue par Anna Mounkala: «Nous entraîneurs du niveau 2, nous voulons être les porteurs drapeau de ce sport, afin que d'autres puissent nous rejoindre et aussi assurer l'avenir du volleyball en général et celui de nos pays en particulier. Après cette intense activité, nous tenons à remercier la Fédération internationale de volleyball par le biais de la Confédération africaine de volleyball, pour avoir offert ce cours. Nos remerciements vont à l'endroit de la Fédération congolaise de volleyball, pour avoir obtenu ce cours auprès de la F.i.v.b. Nous remercions également Monsieur Blaise Mayam Ré-Niof, expert de la F.i.v.b, pour ses pertinentes explications des thèmes développés. Enfin, nous vous promettons la concrétisation de nos connaissances dans nos équipes».

De son côté, l'expert de la F.i.v.b, Blaise Mayam Ré-Niof, s'est dit satisfait et comblé d'avoir réussi ce cours en un temps record: «Ces stagiaires m'ont donné toute la satisfaction qu'il faut, par rapport au contenu qui a été imposé par la Fédération internationale. Je crois que vous êtes prêts à progresser et surtout à pouvoir aider le développement du volleyball dans vos pays respectifs».

Pour le président de la Fécovo, Jean-Claude Mopita, ces nouveaux diplômés doivent se mettre résolument au travail, afin d'appliquer les notions acquises, à la grande satisfaction des clubs. Rappelons que les cérémonies d'ouverture et de clôture de ce stage était patronnée par Gin Clord Samba-Samba, représentant le directeur général des sports, qui a exhorté les stagiaires diplômés de faire preuve de leur savoir-faire sur le terrain.

Luze Ernest BAKALA